

RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N°740 MAI 2019

COMPRENDRE

L'URGENCE D'UNE EUROPE SOLIDAIRE

RENCONTRER

ALEXANDRE DUVAL-STALLA,
CRITIQUE DE LA PRISON DURE

INNOVER

UN "HAVRE DE PAIX"
POUR LES MALADES
PSYCHIQUES





06



31



14



28

04 RÉAGIR

Grand débat : nos propositions

06 INNOVER

Un "havre de paix" pour les malades psychiques

11 DÉBATTRE

L'agroécologie est-elle la solution pour nourrir et sauver la planète ?

14 COMPRENDRE

L'urgence d'une Europe solidaire

20 **France.** L'isolement, fléau de notre société

21 **Allemagne.** Le prix du chômage bas ? Les travailleurs pauvres

23 **Espagne.** Caritas Espagne dit « ¡basta! » à l'exclusion sociale

25 **Grèce.** Face à l'austérité, reconstruire l'activité

26 **L'entretien :** Jean Merckaert : « Pour une Europe écologique et sociale »

28 RENCONTRER

Alexandre Duval-Stalla. Critique de la prison dure

31 EXPLORER

L'insoutenable attente des réfugiés de Lesbos

38 LIBRE PAROLE

« Jusqu'au bord de la pente ». Par Joseph Ponthus

39 LE REGARD DE BESSE ET ÉRIC LA BLANCHE

Ça sent le bouc !

**RÉ-
SOLUTIONS**

Supplément au trimestriel *Messages du Secours Catholique-Caritas France* :
106, rue du Bac 75341 Paris cedex 07 •
Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50

Présidente et directrice de la publication :
Véronique Fayet

Directrice de la communication :
Agnès Dutour

Rédacteur en chef :
Emmanuel Maistre (7576)

Rédacteur en chef adjoint :
Jacques Duffaut (7385)

Rédacteurs :
Benjamin Sèze (5239)
Cécile Leclerc-Laurent (7534)
Marina Bellot
Alexia Eychenne

Rédacteur-graphiste :
Guillaume Seyral (7414)

Responsable photos :
Élodie Perriot (7583)

Imprimerie : Agir Graphic
© Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 64 318 exemplaires

Dépôt légal : n°101 729

Numéro de commission paritaire :
1122 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Photo de couverture :
Christophe Hargoues / SCCF



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.

ÉDITORIAL

BESOIN D'UNION !



Gaël KERRAOL / SCCF

BERNARD THIBAUD

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE
& VICE-PRÉSIDENT DE CARITAS EUROPA.

“

**NOUS AVONS BESOIN
DE NOUS UNIR POUR
CONSTRUIRE UNE
EUROPE SOLIDAIRE,
SOUTENABLE,
DÉMOCRATIQUE
ET HOSPITALIÈRE.**

”

Nos pays sont aujourd'hui confrontés en Europe à de graves crises économiques, sociales, écologiques et démocratiques. Ce deuxième numéro de *Résolutions* témoigne des difficultés vécues en Allemagne, en Espagne, en France et en Grèce : chômage et précarisation du travail, mal-logement, inégalités territoriales et régionales, isolement, affaiblissement de nos systèmes de protection sociale... Face à ces difficultés vécues partout en Europe, certains prônent la pire des stratégies : celle du repli sur soi et de la fermeture. Quelle erreur et quelle irresponsabilité !

Aujourd'hui, nos ennemis ne viennent pas de l'extérieur mais bien de l'intérieur. Ils se nomment individualisme, consumérisme, accaparement du pouvoir et des richesses par quelques-uns... Ils viennent de l'intérieur de nos sociétés et détruisent notre « maison commune ».

« *L'humain n'est plus au centre !* » : voici le cri de personnes en précarité rencontrées dans le cadre des 200 débats que nous avons menés dans les territoires, lors du grand débat national. Les débats ne nous ont rien dit, ou presque, sur l'Europe ou sur le monde, mais ils nous ont redit l'essentiel à préserver dans nos territoires : la fraternité, le lien social, la solidarité, un revenu et un logement décent, une protection sociale plus juste et accessible à tous.

Tous nos pays en Europe sont confrontés aux mêmes maux. Notre désunion les aggrave, ainsi que l'instrumentalisation politique qui en est faite. Nous devons aujourd'hui nous unir davantage pour faire face aux pauvretés et aux inégalités qui s'accroissent, aux errements de la mondialisation, à l'ultralibéralisme, aux changements climatiques.

L'Union européenne n'est pas une menace mais, au contraire, une nécessité pour développer l'emploi, consolider nos systèmes de protection sociale, remettre la finance au service de l'intérêt général. Le défi écologique appelle nécessairement des réponses supranationales. Nous avons besoin de nous unir pour construire une Europe solidaire, soutenable, démocratique et hospitalière. Une Europe gardienne de la « maison commune » qui incarne ces valeurs universelles et met en œuvre les objectifs de développement durable pour répondre aux défis mondiaux. Voilà le sens de notre projet européen. C'est le sens du plaidoyer porté par le Secours Catholique - Caritas France auprès des candidats aux élections européennes. C'est aussi le sens de l'action menée au quotidien par tous les acteurs de terrain du réseau Caritas, en Europe et dans le monde. Unis pour être plus solidaires. ■

GRAND DÉBAT : NOS PROPOSITIONS

Dès l'apparition du mouvement des « gilets jaunes », le Secours Catholique a proposé à ses membres de débattre en interne. Trois mille personnes, réunies en 200 groupes, ont répondu. De ces échanges ont émergé des propositions qui débordent souvent du cadre délimité par le chef de l'État. Morceaux choisis.

PAR **BENJAMIN SÈZE**

→ Assurer la participation des usagers

La participation des usagers aux instances de décision ou de concertation des administrations et organismes sociaux est la condition pour que les services publics s'adaptent au mieux à leurs besoins. Des commissions d'usagers devraient être créées dans tous les services sociaux, en veillant à la contribution des personnes en précarité. Celles-ci seraient associées à la gouvernance.

→ Garantir un droit à la mobilité durable

Pour beaucoup, la voiture n'est pas un choix mais une nécessité pour ne pas se retrouver isolés. Garantir l'accès de tous à la mobilité durable suppose des engagements politiques forts, notamment un investissement massif dans les solutions alternatives : développer les transports en commun et leur accessibilité (tarifs préférentiels), ne pas détricoter mais au contraire renforcer le maillage ferroviaire et développer les modes de transport doux (vélo...).

→ Garantir un revenu décent

Pour permettre à tous de vivre décemment, un revenu minimum garanti doit être mis en place. D'où la nécessité d'une revalorisation forte du RSA, en le portant au moins à 50 % du revenu médian, soit 855 € pour une personne seule. Le minimum vieillesse (allocation de solidarité aux personnes âgées, ASPA) doit, lui, être relevé au niveau du seuil de pauvreté, c'est-à-dire à 60 % du revenu médian. Pour combattre efficacement le non-recours, lié notamment à la complexité des démarches administratives, l'accès à ce socle doit être automatique, dès lors que les revenus de la personne le justifient.

→ Instaurer un *a priori* de confiance

La loi « pour un État au service d'une société de confiance » instaure un *a priori* de confiance envers les contribuables, avec le droit à la régularisation en cas d'erreur pour les particuliers et les entreprises de bonne foi. Les mêmes *a priori* de confiance et droit à l'erreur doivent bénéficier aux allocataires des *minima* sociaux. Cela induit une automaticité des droits et, en cas d'erreur de l'administration ou de l'allocataire, une régularisation progressive de la situation. Car la suspension brutale du versement des prestations peut mettre les personnes dans de graves difficultés financières.

→ Rétablir un système fiscal plus progressif

La lutte contre la pauvreté passe par une fiscalité plus juste, qui repose moins sur la TVA (aujourd'hui 54 % des recettes de l'État) et plus sur les impôts sur le revenu (25 %) et les sociétés (9 %). D'un côté, il faut supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, tout en élargissant cette notion. De l'autre, il faut notamment rétablir une ou des tranches d'imposition sur le revenu supérieures à 45 %, et réinstaurer la progressivité de l'impôt sur les revenus financiers. ■

» « TOUT CE QUI SE DIT LÀ, IL FAUT QUE ÇA REMONTE »



Retrouvez dans le rapport du Secours Catholique-Caritas France l'intégralité des propositions issues des débats animés sur l'ensemble du territoire français. « Je n'ai pas fait le Noël de mes petits-enfants, car je n'avais pas 10 € à leur donner »... Ils sont des milliers à s'être exprimé pour dénoncer leur situation et appeler les politiques à « remettre l'humain au centre ».

+ Disponible sur : bit.ly/GrandDebatSecoursCatholique



NOTRE DÉMARCHE

PAR **BÉNÉDICTE DUTHOIT**, DÉLÉGUÉE DU SECOURS CATHOLIQUE DANS L'AIN.

« CE QUI M'A MARQUÉE, C'EST LA GRAVITÉ DES PAROLES »

Dans le département de l'Ain, avec la fermeture de lignes de chemin de fer, l'extension des déserts médicaux... des territoires se retrouvent très isolés. Et, dans ces endroits particulièrement, nous avons vu beaucoup de ronds-points occupés par des « gilets jaunes ». Le mouvement était très présent dans notre quotidien. C'est pourquoi nous avons incité nos équipes locales à organiser des débats. Écouter la parole des personnes qu'on accueille sur des questions de société, c'était un peu nouveau pour nous. Cinq équipes ont répondu présentes. À chaque fois, quinze à vingt

personnes se sont réunies. Le sujet des « gilets jaunes » étant assez cliquant, on a eu un peu peur que les débats tournent à la foire d'empoigne.

“
C'EST LA PREMIÈRE FOIS
QU'ON PEUT PARLER
ET AVOIR DES IDÉES.
”

Et, finalement, pas du tout. Ce qui a été magnifique, c'est le retour des personnes qui nous ont dit : « *C'est la première fois qu'on peut parler et qu'on m'écoute. Et c'est la première*

fois qu'on peut avoir des idées. Et, en plus, on sent qu'elles sont bonnes. » Ce qui m'a aussi marquée, c'est la lourdeur et la gravité des paroles. Ce n'était pas une discussion de comptoir : les gens parlaient vraiment de ce qui était important pour eux. Enfin, il y a cette solitude qui ressortait des témoignages. Les gens crèvent de solitude. La question du lien est d'ailleurs centrale dans les propositions qui sont ressorties des débats. Des solutions souvent simples, comme la mise en place d'un accueil des nouveaux arrivants dans les villages ou l'ouverture de lieux coopératifs ou conviviaux. ■

DROIT DE SUITE

UNE VICTOIRE POUR LA MOBILITÉ DES PERSONNES SANS PAPIERS

Après environ trois ans de bataille juridique, les personnes sans papiers titulaires de l'aide médicale d'État peuvent de nouveau, depuis fin 2018, bénéficier en Île-de-France d'un titre de transport à tarif réduit. Valérie Péresse, présidente de la région, avait en effet mis fin à cette tarification solidaire en mars 2016. « *C'était violent pour ces personnes et c'était illégal* », explique Alice Bougenot, directrice adjointe du Cedre¹ du

Secours Catholique. En effet, le Code des transports stipule que les personnes dont les ressources sont en dessous d'un certain seuil doivent bénéficier d'une réduction tarifaire d'au moins 50 % sur leur titre de transport, et ce quelle que soit leur situation administrative. Le Secours Catholique et d'autres associations ont porté ce combat juridique en Île-de-France, et le tribunal administratif de Paris puis la cour administrative d'appel leur

ont donné raison. « *C'est une victoire : ces personnes sont rétablies dans leur dignité. Tout le monde a droit à la mobilité* », déclare Alice Bougenot. Le combat n'est pas terminé car l'Île-de-France, même si elle a réintroduit la tarification solidaire, pose comme condition le fait d'être connu de l'administration fiscale, ce qui est illégal.

C.L.-L.

1. Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et réfugiés



UN “HAVRE DE PAIX” POUR LES MALADES PSYCHIQUES

PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT** PHOTOS : **ÉLODIE PERRIOT**

L'ACSC, l'Association des Cités du Secours Catholique, membre du réseau Caritas France, a ouvert en 2017 “ÔMonPaïs”, la première résidence accueil de Haute-Garonne à Toulouse. Cette structure offre des logements adaptés aux personnes atteintes de troubles psychiatriques et veille, selon le crédo Caritas, à “faire avec” elles.

▲ La résidence accueil accompagne la personne dans sa vie quotidienne pour aller vers plus d'autonomie, en mettant en place l'étayage dont elle a besoin.

C'est l'heure du goûter, au 55 rue Pierre-Cazeneuve de la Ville rose. Une dizaine de résidents de “ÔMonPaïs” se retrouvent dans la salle commune pour partager des crêpes, préparées ensemble le matin même. L'heure est à la détente, on échange, on rit. « *J'aime qu'on partage des moments ensemble, témoigne David. Ça rompt la solitude. Car sinon, on se retrouve vite avec*

nos pathologies dans les moments d'isolement. » Karim approuve : lui, adore le café de 9 heures qui lance la journée, tout en appréciant d'avoir son lieu de vie.

Car dans une résidence accueil, chacun dispose de son appartement. « *J'insiste, ce n'est pas une chambre mais un appartement* », déclare Farid, fier de montrer son espace privatif. Le mobilier de base est sommaire (lit, placard et kitchenette) et chacun aménage son espace selon ses goûts. Farid a apposé des posters sur chaque mur. « *Je revis, ici, je m'épanouis et je sais que je peux rester.* » C'est l'un des points forts des résidences accueil : les résidents peuvent y séjourner tant que leur projet d'accompagnement a du sens. »

MODE D'EMPLOI

LA RÉSIDENCE ACCUEIL

"Ô MON PAÏS"



LES BESOINS IDENTIFIÉS

1/3

des personnes vivant à la rue souffrent de **troubles psychiques**.

Besoin d'une **solution de logement** pour ce public en précarité.

13 000

patients environ étaient hospitalisés en psychiatrie sans nécessité thérapeutique en 2006.

Besoin d'une **alternative à l'hospitalisation**.

Besoin d'une **vie stable** et la plus **autonome** possible.

L'IDÉE



Offrir aux personnes atteintes de pathologies psychiques un **logement adapté** et à durée illimitée, avec un **accompagnement médico-social** poussé.
▶ À Toulouse, la résidence accueil "Ô MonPaïs" de l'Association des Cités du Secours Catholique (ACSC) loge 20 résidents.



▶ 14 personnes en résidence collective
▶ 6 personnes en logements en diffus (disséminés dans le quartier)



85% des résidents perçoivent l'**AAH** (allocation aux adultes handicapés).

Les résidents sont âgés de **24 à 64 ans**.

80% sont des hommes



LEVIERS D'ACTION

Encadrement et présence de deux **travailleurs sociaux**

Accompagnement individualisé des résidents

Continuité des **soins**

Socialisation lors de **moments collectifs**

Implication dans la vie quotidienne de la résidence

Valorisation et responsabilisation des personnes



LA CHRONOLOGIE DU PROJET

- ✓ **2006** : lancement par l'État de l'expérimentation de résidence accueil.
- ✓ **2013** : premier groupe de travail sur l'idée d'implanter une telle structure à Toulouse.
- ✓ **2014** : signature de la convention entre l'ACSC et le centre hospitalier Gérard Marchant (secteur psychiatrique).
- ✓ **2015** : signature de la convention entre l'ACSC et SAMSAH APRES (secteur médico-social).
- ✓ **2017** : entrée du premier résident dans son appartement.



FINANCEMENT

50%
État



50%

Résidents via le paiement de la redevance (entre 345 et 459 euros selon les résidents).

- ▶ Ces fonds perçus par l'ACSC permettent de financer les locaux, les frais matériels, l'équipe, le budget animation...



CORINNE FORTIN, CADRE SUPÉRIEUR DE SANTÉ AU CENTRE HOSPITALIER GÉRARD-MARCHANT

« UNE VÉRITABLE ALTERNATIVE À L'HOSPITALISATION »

À mes yeux, la résidence accueil "ÔMonPaïs" est une véritable alternative à l'hospitalisation. Le risque est grand pour les patients de se retrouver à la rue avec des décompensations psychiatriques. De fait, ils ont des difficultés à trouver un logement et un emploi, et ils vivent souvent des minima sociaux. Être logé à la résidence accueil leur permet de quitter le cercle vicieux hôpital/néant. Ici, ils ont non seulement un toit, mais aussi un suivi psychiatrique et sont aidés sur le plan social dans leur vie quotidienne. Cette réhabilitation psycho-sociale leur permet de s'insérer dans la société. La résidence est un havre de paix, un lieu sécurisant pour les patients. Ici, ils sont reconnus en tant que personnes : on les traite comme tout le monde, on écoute leurs souhaits, on les valorise, et tout cela les stabilise. ■

Un accompagnement médical et social

» Ces structures ont vu le jour en 2006 : il s'agit en fait de maisons-relais, mais réservées à des personnes en situation d'exclusion présentant des troubles psychiatriques. Dans ce cadre légal, l'association gérant le centre d'accueil – ici l'ACSC – doit établir des partenariats avec le secteur psychiatrique – ici l'hôpital Gérard-Marchant – et un service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés – ici le Samsah "Le Razes", géré par l'association Apres. Ainsi, les deux travailleurs sociaux de la résidence "ÔMonPaïs" veillent, en lien avec leurs partenaires, à la continuité des soins des résidents. Par exemple, Karim se rend trois fois par semaine, seul, au centre d'accueil thérapeutique à temps partiel (CATTP). Le Samsah, lui, épaula l'équipe d'accueil d'"ÔMonPaïs" pour gérer les problèmes d'adaptation à la vie quotidienne de ses résidents. Il s'occupe

notamment des besoins de portage de repas pour les personnes inaptes à cuisiner ou d'aide à domicile pour celles qui ne peuvent effectuer leurs tâches domestiques.



ON CROIT EN LES CAPACITÉS DE CHACUN MISES AU SERVICE DE TOUS.

LE CHEF DE SERVICE

« On accompagne la personne dans sa vie quotidienne pour aller vers plus d'autonomie, en mettant en place l'étayage dont elle a besoin », explique Hélène Escarnot, directrice du Samsah "Le Razes". Pour toute aide, les résidents s'adressent à Lucie et Marion, les deux travailleuses sociales de l'ACSC, présentes pendant la journée du lundi au vendredi. « Nous sommes en quelque sorte un décodeur, analyse Lucie Bonneville, nous orien-

tons vers les partenaires selon les demandes de chacun. »

Un public à la précarité accrue

Tout cet accompagnement est rassurant à la fois pour les résidents, leurs proches et leurs tuteurs. « Auparavant, la personne pour laquelle j'exerce un mandat se mettait en danger, seule, chez elle », note Romain Soley, auxiliaire de justice. « Ici, grâce au maillage croisé de l'ACSC et des partenaires médicaux et sociaux, elle est bien prise en charge. Il était important d'avoir une structure d'accueil pour ce public spécifique qui est vulnérable et ne peut assumer certains actes de la vie quotidienne. Un public qui a de plus grands risques de tomber dans la précarité. » La dégringolade sociale peut être rapide en cas de rupture de soins. Du fait de leurs pathologies, ces personnes ont aussi des difficultés à trouver du travail, donc à disposer d'un revenu. Elles touchent souvent l'AAH (allocation adulte handicapé). Farid confie ainsi qu'il a vécu à la rue il y a quelques années. À "ÔMonPaïs", les résidents versent une redevance mensuelle, sorte de loyer, comprise entre 345 et 459 euros, ainsi qu'une participation de 54 euros pour le mobilier et les espaces collectifs. Mais la grande majorité touchant l'APL foyer, leur loyer à charge est compris entre 88 et 138 euros.

Des moments de convivialité

Schizophrénie, bipolarité : des affections des résidents, l'ACSC connaît le minimum, secret médical oblige. « Peu importe, en fait, ce qui compte est de repérer les situations de mal-être des personnes », explique Carine Louge, chef de service de la résidence accueil. Outre les soins, une socialisation et une implication dans la vie de la résidence permettent aussi de panser les blessures. Des



plannings ménage et sortie des poubelles permettent par exemple de valoriser les personnes. « *On croit en les capacités de chacun mises au service de tous* », poursuit le chef de service. Les résidents semblent ravis des moments collectifs qui sont dé-

cidés ensemble lors des “conseils de maison” : sortie à la mer ou à la montagne, sorties culturelles comme à l’opéra, cuisine et partage de repas, jardinage, etc. C’est aussi la touche Caritas : « *On fait avec les personnes, on a tous des compétences* », rappelle

Lucie Bonneville. Le fait qu’aucun résident n’ait eu besoin d’être hospitalisé en psychiatrie depuis son arrivée témoigne de la réussite du projet.

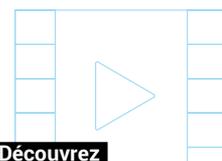
Le goûter est maintenant terminé à “ÔMonPaïs”. Certains s’éclipsent vers leur appartement tandis que David et Karim sortent un Rumikub du placard. Une partie de jeu de société s’improvise avec Marion. Farid conclut : « *Lucie et Marion nous entourent au quotidien. Quand c’est le week-end, on se dit : vivement lundi !* » ■

REGARD

EMMANUELLE BOURLIER, PRÉSIDENTE DE L’ASSOCIATION “TOUTES VOILES DEHORS”, D’USAGERS DE LA PSYCHIATRIE

« C’EST TRÈS RASSURANT POUR NOUS »

J’ai participé au montage du projet en tant que représentante des personnes à pathologies psychiatriques. L’intérêt d’une résidence accueil est qu’elle offre un logement sans limite de temps, ce qui est très rassurant pour nous ! Les logements temporaires sont insécurisants. Dans une résidence accueil, nous pouvons enfin construire notre vie. N’oublions pas qu’un psychotique fonctionne autrement, on ne peut pas nous faire entrer dans des cases. Vivre à côté de personnes qui ont les mêmes difficultés permet aussi de se soutenir les uns les autres. ■



Découvrez
la vie quotidienne de la résidence
“ÔMonPaïs” sur :
bit.ly/oMonPaïsSC

ILS Y PENSENT AUSSI



STEVEN WASSENAAR / SCOP

TRAVAILLER

PRENDRE SOIN DES ANIMAUX

Au zoo de Peschery de l'Association des Cités du Secours Catholique, une vingtaine de personnes en situation de handicap (personnes ayant des pathologies psychiatriques, avec des déficiences intellectuelles ou des troubles mentaux) s'occupent des animaux. Dans cet Ésat (Établissement et service d'aide par le travail), elles leur apportent leur nourriture et entretiennent leur enclos. « *Travailler est valorisant pour ces personnes. Et cela veut dire par la suite avoir un revenu, un logement, une vie la plus normale possible et être épanoui* », note Karine Challenge, la directrice. ■

C.L.-L.

+ Plus d'infos sur : bit.ly/PescherySC

SE LOGER

UN HABITAT COMMUNAUTAIRE

Les maisons-relais offrent un logement adapté à des personnes à faible niveau de ressources ayant des pathologies psychiatriques, et une cohabitation avec d'autres personnes exclues. L'hôte organise la vie quotidienne des résidents et assure une présence. L'Unafam, l'Union nationale des familles et amis de personnes malades, recense sur son site la liste des hébergements communautaires. ■

+ Plus d'infos sur : www.unafam.org

ACCUEIL ET ÉCOUTE

UNE ENTRAIDE MUTUELLE

Les GEM sont des lieux d'accueil et d'écoute pour les personnes souffrant de troubles psychiques. Ils visent à leur redonner confiance en elles en favorisant la solidarité entre les membres et au moyen d'activités culturelles, sportives ou artistiques. Le GEM 41 (Loir-et-Cher) organise ainsi des journées de convivialité avec les personnes accueillies par le Secours Catholique de Romorantin. Cela permet aux publics des deux associations, confrontés à des problématiques d'isolement, de se retrouver. ■

RETOUR SUR

SOLIDARAUTO38 DIVERSIFIE SON ACTIVITÉ

Depuis 2013, à Échirolles, dans la périphérie de Grenoble, SolidarAuto 38 propose, à un prix réduit, un service de réparation et de vente de véhicules aux ménages dont le quotient familial est inférieur à 1 000 euros. « *On sert un public que les garages ordinaires ne voient pas* », explique Guy Labrunie, président de la structure partenaire du Secours Catholique. En 2018, le garage a effectué un millier de réparations et a vendu 63 voitures.

La plupart des véhicules sont issus de dons, une soixantaine par an. « *Il en faudrait une quarantaine de plus pour être à l'équilibre financier* », précise Guy Labrunie. En attendant, SolidarAuto achète depuis un an et demi des voitures sur le marché de l'occasion. Remis en état, les véhicules sont vendus avec une garantie de 6 mois. Depuis deux ans, pour favoriser le retour à l'emploi de personnes qui n'ont pas les moyens d'acheter leur voiture, SolidarAuto



PATRICK DELAPÈRE / SCOP

propose également un service de location. Récemment, en partenariat avec le Fonds d'action sociale du travail temporaire (FASTT), le garage a étendu ce service aux travailleurs intérimaires. ■

L'AGROÉCOLOGIE EST-ELLE LA SOLUTION POUR NOURRIR ET SAUVER LA PLANÈTE ?

CONTEXTE. Plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. Pourtant, nos systèmes agricoles sont en surproduction et seraient en mesure de nourrir l'humanité. Le changement climatique fait empirer la situation. Dans ce contexte, ne faudrait-il pas changer de modèle agricole ? L'agroécologie est-elle la solution ?



SARA LICKEL,

CHARGÉE DE PLAIDOYER INTERNATIONAL
ALIMENTATION ET CLIMAT AU SECOURS
CATHOLIQUE

MARTIAL BERNOUX,

DE LA DIVISION CLIMAT ET ENVIRONNEMENT DE LA FAO
(ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE)

Sara Lickel : Pour le Secours Catholique, l'agroécologie est la réponse à ce constat paradoxal : la production agricole à l'échelle de la planète permettrait de nourrir 12 milliards de personnes, et pourtant 821 millions souffrent de la faim dans le monde – 1,5 milliard si l'on considère le besoin calorique par rapport à l'activité physique. On sait qu'aujourd'hui un tiers de la nourriture dans le monde est gaspillé et qu'une quantité considérable de l'alimentation produite est destinée au bétail. Or ce qu'on voit avec nos partenaires en Amérique latine, en Afrique et en Asie, c'est que la solution la plus efficace pour nourrir ces personnes est l'agroécologie. Et cela parce que cette pratique paysanne

qui se fonde sur une utilisation optimale des ressources naturelles mais aussi sur des savoirs traditionnels, a pour objectif de permettre un accès digne à une alimentation produite d'une manière durable et respectueuse de l'environnement.

Martial Bernoux : À mon sens, l'agroécologie n'est pas la seule solution, mais une des solutions pour nourrir la planète. Je suis d'accord avec le fait qu'aujourd'hui, tous les systèmes agricoles doivent être repensés en vue d'un seul objectif : avoir zéro personne qui souffre de la faim dans le monde et ce dans le contexte du changement climatique, ce qui ajoute de la complexité à l'équation. Mais il n'y a pas que

l'agroécologie, il y a aussi d'autres modes de systèmes productifs à repenser. Par exemple, l'agrobusiness¹ a une tendance aujourd'hui à devenir de plus en plus durable. Il faut que cette tendance s'inscrive dans le temps et rejoigne des préoccupations de valeurs humaines et d'intégration de tous les acteurs. Ces systèmes doivent aussi être pris en compte : on ne peut pas les gommer tous d'un coup et passer du jour au lendemain à du 100 % agroécologie.

SL : C'est justement à cause de ce défi du changement climatique que nous devons aller vers l'agroécologie. Car nous devons créer des systèmes plus résilients et moins émetteurs de gaz à effet de serre (GES). »



ÉLODIE PERRIOT / SCSF

“

L'agroécologie n'est pas la seule solution, mais une des solutions. Il y a aussi d'autres modes de systèmes productifs à repenser, comme l'agrobusiness¹. On ne peut pas passer du jour au lendemain à du 100 % agroécologie.

”

MARTIAL BERNOUX

“

Les systèmes agricoles actuels sont responsables d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre. C'est parce qu'il y a ce défi du changement climatique que nous devons aller vers l'agroécologie qui est la solution pour nourrir et sauver la planète.

”

SARA LICKEL

» Il faut pour cela de vrais choix politiques. Les systèmes agricoles actuels ne peuvent pas à la fois nourrir tout le monde et faire baisser les émissions de GES. Vous citez l'agrobusiness : il génère des émissions de GES et une pollution des eaux et des sols importantes ! Ce mode d'agriculture a aussi des conséquences sur la santé des populations. Par exemple, notre partenaire Cendi, au Vietnam, a constaté que l'utilisation de pesticides et de semences OGM avait provoqué des problèmes de santé – tels que des cancers – chez les paysans. Aujourd'hui, nous considérons qu'il faut se détourner de ces pratiques, en misant sur les paysans avec l'agroécologie – rappelons que 70 % des personnes qui ont faim dans le monde appartiennent au monde rural – qui permet aussi de limiter leur endettement lié à l'achat de pesticides et de semences.

L'agroécologie offre un système plus autonome et résilient au niveau du territoire.

MB : L'agriculture est un sujet complexe car elle touche aussi la santé publique. Aujourd'hui, le constat est unanime : des substances comme les pesticides, introduites dans l'environnement, sont nocives pour l'homme et pour la nature. La question est de savoir comment essayer de s'en passer. L'agriculture a son rôle aussi dans la pollution, par exemple avec le plastique. Mais il ne faut pas accuser uniquement l'agriculture : la société dans son ensemble doit s'adapter pour "sauver la planète". Car on n'a pas de plan B, nous n'avons qu'une planète et l'enjeu numéro un est notre survie. Certes, l'agriculture doit faire sa part en émettant le moins possible de GES par rapport à un certain niveau de production.

Mais il ne faut pas se leurrer : le secteur agricole en émettra. On ne peut pas produire sans émettre. Même dans l'agroécologie, les engrais organiques qui sont des intrants d'azote émettent du protoxyde d'azote, un puissant GES.

SL : C'est vrai : toute culture est source d'émission. Mais il y a aujourd'hui une énorme marge de manœuvre. Si on prend l'ensemble des systèmes alimentaires, de la production agricole à celle de pesticides en passant par l'épandage, la distribution, les transports, les emballages, on est à un tiers des émissions de GES de la planète. On ne peut pas ne rien faire face à cela. Car n'y a pas que le dioxyde de carbone, l'agriculture c'est d'abord du méthane et du protoxyde d'azote. Il faut réduire absolument ces émissions et l'agroécologie le permet.

MB : Une diversité d'outils permettent de limiter les GES en travaillant sur des solutions pragmatiques souvent peu valorisées. On pourrait ainsi développer plus de programmes vétérinaires afin de guérir les animaux malades qui n'apportent ni production, ni revenus aux paysans, mais continuent malgré tout d'émettre. On devrait aussi interdire le brûlis des résidus de culture, qui produit des GES et des particules fines dangereuses pour la santé. Des manières d'agir autres que l'agroécologie peuvent diminuer ces émissions. Et vous avez tout à l'heure parlé de choix politiques : il en faut, mais il faut également de la recherche scientifique pour orienter les décideurs. Or ce qui manque encore à l'agroécologie, c'est suffisamment de preuves scientifiques et d'indicateurs pour démontrer que ce système est la solution.

SL : Il ne faut pas se mentir, la recherche n'est pas complètement neutre : on investit plus d'argent dans la recherche portant sur l'agro-industrie que sur l'agroécologie. Quant aux indicateurs, le Secours Catholique a travaillé sur cette question avec ses partenaires dans un rapport intitulé "Soutenir la transition agroécologique" et a formulé des recommandations en termes de politiques publiques². On ne peut pas considérer uniquement la question du rendement et de la productivité. Il faut aussi prendre en compte l'indicateur économique du revenu paysan (est-il suffisant pour vivre décemment ?), l'indicateur environnemental (a-t-on pollué les sols, l'air et les eaux ?) et l'indicateur social (est-ce qu'on a des exploitations qui accaparent les terres, comme le fait la culture du soja au Brésil ?). À titre d'exemple, au Sénégal, Caritas Kaolack a rencontré des difficultés

au départ pour mettre en œuvre un programme basé sur l'agroécologie avec des paysans qui avaient peur d'un retour en arrière. Mais une fois l'activité démarrée, ils se sont rendu compte que les rendements étaient supérieurs (40 % de gain de production), que leur revenu augmentait et que les sols étaient moins pollués. Cela a permis d'entraîner un plus grand nombre de personnes dans cette transition agroécologique.

MB : Bien sûr, mais n'oublions pas les notions d'échelle. Au-delà des petites exploitations, il faudrait décliner ces indicateurs aux niveaux régionaux et nationaux. Il faut aussi nourrir les villes, ces zones urbaines en extension. Ce qui manque, c'est la preuve que l'agroécologie puisse nourrir totalement un pays.

SL : Il y a des études, comme celle de l'Iddri³ sur la possibilité de nourrir l'Europe en 2050 avec une agriculture 100 % agroécologique, qui aboutit à des résultats positifs. En travaillant au niveau territorial sur les systèmes agricoles partout où c'est possible, on peut à la fois réduire les émissions de GES, parce qu'on aura moins de transport et de réfrigération, et nourrir les populations localement, y compris en ville. Cela passe par des initiatives locales de développement, par la multiplication de circuits courts, et

par un encadrement de la politique commerciale internationale de produits subventionnés. Certains pays d'Afrique de l'Ouest ont mis des barrières sur des produits comme l'oignon, refusant leur importation, ce qui a eu pour effet de ne plus mettre les paysans locaux en concurrence avec des cultures ultra-mécanisées et parfois subventionnées de pays du Nord. L'agriculture locale d'oignons – souvent agroécologique – s'est ainsi développée.

MB : On est d'accord sur le fond : il faut changer l'agriculture, notamment à cause des risques climatiques. Il ne faut pas avoir peur d'affronter ce sujet complexe, on n'a plus le choix. Mais la question concerne les leviers d'action et je pense qu'ils doivent dépendre des pays et de leur propre contexte. Ce qui marche, c'est le dialogue inclusif et je reconnais que l'agroécologie a cet avantage : elle suscite un dialogue et une réflexion sur l'agriculture, au sein de la FAO notamment.

**Propos recueillis par
Cécile Leclerc-Laurent**

1. Ensemble des activités et des transactions en relation avec l'agriculture et les industries agroalimentaires.
2. À télécharger sur : bit.ly/SoutenirLaTransitionAgroecologique
3. Institut du développement durable et des relations internationales

💡 REPÈRES

Selon la FAO, l'agroécologie « consiste à appliquer des concepts et principes écologiques de manière à optimiser les interactions entre les végétaux, les animaux, les humains et l'environnement, sans oublier les aspects sociaux dont il convient de tenir compte pour que le système alimentaire soit durable et équitable. Elle peut jouer un rôle important dans l'adaptation au changement climatique. » Il existe 10 principes fondateurs. Pour en savoir plus : www.fao.org/agroecology

ENQUÊTE

L'URGENCE D'UNE EUROPE SOLIDAIRE

Bousculée par le *Brexit*, les tensions liées à la question migratoire et la montée des populismes, l'Union européenne (UE) semble fragilisée. La construction communautaire suscite de plus en plus de méfiance parmi les citoyens des pays membres touchés par la crise de 2008 et les politiques d'austérité qui ont suivi. Beaucoup, surtout parmi les plus défavorisés, perçoivent aujourd'hui l'UE comme une menace pour l'emploi et la protection sociale. Pour les associations de lutte contre la pauvreté, dont le Secours Catholique, réunies au sein du collectif #PouruneEuropeSolidaire, le projet européen ne retrouvera son élan que grâce à un virage écologique et social.

PHOTO : CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

COMPRENDRE



ENQUÊTE

UNE EUROPE SOCIALE EST-ELLE POSSIBLE ?

Si le volet social de la politique européenne reste si mal connu, c'est qu'il a toujours été secondaire par rapport à son pendant économique et financier, d'orientation libérale. Le Socle européen des droits sociaux, proclamé en 2017, présage-t-il un changement ?

PAR **BENJAMIN SÈZE**

PHOTOS : **ÉLODIE PERRIOT & GAËL KERBAOL**

Pour plus d'un Français sur deux, l'Union européenne est une construction « artificielle ». Alors que les élections européennes approchent, les résultats d'un sondage BVA, publiés le 26 mars, montrent que le projet communautaire souffre d'une perte de sens auprès d'une large part de l'opinion publique. « Cette Europe, c'est du pipeau, elle a juste permis aux grosses entreprises de se délocaliser afin de diminuer le coût du travail, et d'accentuer le chômage dans notre pays », déclare ainsi l'une des personnes sondées. Cette sentence trouve un écho particulière-

ment fort parmi les ménages les moins favorisés, qui se sentent exclus socialement et sont exposés au risque de chômage. Ils se représentent l'Europe et son orientation économique « comme une menace de perte des protections sociales nationales », analyse Bruno Cautrès, chercheur au CNRS, dans une tribune publiée dans *Le Monde*, le 9 avril.

Alors qu'elle s'est développée ces dernières décennies autour des idées de marché commun, de monnaie unique et de libre circulation, l'UE dégage une image d'acteur économique très libéral, promoteur d'une compétitivité accrue entre les entreprises et d'une plus grande flexibilité dans le domaine du travail. En 2004, le projet de directive du commissaire européen Frits Bolkestein sur la libéralisation des services prévoyait d'exonérer les prestataires originaires d'un autre pays membre de l'UE des exigences sociales du pays d'accueil. Érigé en symbole du *dumping* social européen, ce « principe du pays d'origine » n'a finalement pas été retenu, mais l'image caricaturale du « plombier polonais » continue de marquer les esprits. La gestion par la Commission européenne et les États membres de la crise économique et financière de 2008 – basée sur des plans d'austérité, le renforcement de la discipline budgétaire des États, une solidarité financière limitée et forte-

REPÈRES



87 millions
de personnes
vivent sous le seuil
de pauvreté.

11 millions
de personnes
sont en état de privation
sévère liée au logement
(sur-occupation, insalubrité,
absence de sanitaires...)

1 salarié sur 6
est un travailleur pauvre
(gagnant deux-tiers
ou moins du salaire horaire
national brut médian).

Sources : Eurostat ; Fondation Abbé Pierre – FEANTSA

ment conditionnée – a accentué la perception d'une Europe destructrice des mécanismes de protection sociale.

Une vision réductrice. Pour Peter Verhaeghe, spécialiste de la politique sociale à Caritas Europa, cette vision est trop réductrice : « *Ne voir l'Europe qu'à travers les mesures d'austérité, l'accentuation de la pauvreté et la dégradation des conditions de travail, c'est injuste* », considère-t-il.

“

**LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE
S'EST TOUJOURS ACCOMPAGNÉE
D'UN VOLET SOCIAL.**

”

La construction de l'espace de libre circulation européen s'est toujours accompagnée d'un volet social. Le traité de Rome, signé en 1957, soulignait déjà certains droits fondamentaux, tels que l'égalité salariale ou le droit pour les travailleurs de circuler librement à l'intérieur de l'Union européenne. Ces deux exemples donnent le ton. « *Dans l'histoire de la construction européenne, le principe a toujours été que, pour résoudre la question de la précarité, il fallait créer de l'emploi*, explique Peter Verhaeghe. *Avec l'idée, par exemple, que, pour éradiquer la pauvreté des enfants, il suffit de favoriser l'accès des parents à l'emploi : ils pourront ainsi entretenir leur famille.* » Première ébauche concrète d'une Europe solidaire, le Fonds social européen, créé en 1957 et toujours actif aujourd'hui, cofinance des projets qui favorisent l'accès à l'emploi par l'accompagnement et la formation des chômeurs – particulièrement des jeunes, des seniors et des personnes handicapées – et l'entrepreneuriat. Depuis, d'autres fonds ont vu le jour, tels que le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM), le Programme pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI) ou encore le Fonds de cohésion qui sert notamment à aplanir les disparités sociales entre États.

Au niveau réglementaire, les réalisations communautaires ne sont pas anodines, à



ÉLODIE PERRIOT / SCCF

l'image de la directive de 1992 qui impose aux États membres de prévoir un congé de maternité de quatorze semaines minimum et le maintien de la rémunération des travailleuses pendant toute la durée de ce congé. L'UE s'est aussi emparée des questions de prévention des risques au travail et de non-discrimination, par exemple avec la directive du Conseil du 27 novembre 2000 sur la discrimination. En France, cette norme communautaire s'est traduite par la mise en place de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations (Halde) ou par l'allègement de la charge de la preuve pour la victime.

Lutte contre la pauvreté. Mais la question sociale au niveau européen ne se limite pas au champ du travail. « *Dès les années 1970, la commission européenne et les communautés européennes actent des programmes de* »



▲ L'avenir du projet européen dépendra de la capacité des institutions à faire de la solidarité entre les peuples et au sein de chaque pays une réalité.

» réflexion et d'expertise pour lutter contre la pauvreté », rappelle Julien Damon, sociologue et spécialiste de la protection sociale. Puis, à partir des années 1980, le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) redistribue les stocks d'inventus issus de la Politique agricole commune (PAC) à des associations caritatives. En 2014, ce programme se transforme en Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) pour soutenir financièrement les associations qui facilitent l'accès aux besoins essentiels et l'intégration sociale des ménages précaires. Une aide que la plupart des observateurs du monde de l'action sociale estiment relativement basique et limitée tant dans son ampleur que par son impact pour faire reculer la pauvreté.

Au niveau politique, l'UE promet dans sa *Charte des droits fondamentaux* « le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux », de même que le droit au logement « destiné à assurer une existence digne ». Adoptée en juin 2010 par les États membres, la stratégie Europe 2020 avait notamment pour ambition de réduire de manière drastique le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale. Néanmoins, et c'est là leur principale limite,

ces dispositions ne sont pas contraignantes. « L'Union européenne ne peut obliger tel État membre à instaurer un salaire minimum, tel autre à créer un revenu minimum, à développer les crèches ou un droit au logement, précise Julien Damon. Ce sont des incitations. » Les pays, du fait de leurs intérêts divergents, tiennent à conserver leur pouvoir décisionnaire. L'UE se contente de leur fixer des objectifs et de favoriser la comparaison entre les différentes politiques nationales et la diffusion des meilleures pratiques.

“

CE RAPPORT DE FORCE, AUJOURD'HUI FAVORABLE AUX LIBÉRAUX, PEUT-IL S'INVERSER ?

”

Déséquilibre. Par conséquent, l'impact de la politique sociale européenne est aujourd'hui secondaire par rapport à celui des objectifs structurels que se donne l'UE en termes de convergence des économies et de limitation des déficits publics.

Il y a toujours eu un rapport de force au cœur de la construction européenne, souligne

Henri Sterdyniak, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) : « À la commission européenne, vous avez la direction des Affaires économiques et financières et celle de la Concurrence qui sont idéologiquement très libérales et qui prônent des mesures comme la baisse des dépenses publiques et donc sociales, la mise en concurrence des salariés, la promotion des retraites par capitalisation... Et, en face, la commission de l'Emploi des affaires sociales et de l'inclusion essaye difficilement de faire valoir des normes sociales minimales pour les salaires, le minimum vieillesse, le revenu minimum... » Ce rapport de force, aujourd'hui favorable aux libéraux, peut-il s'inverser ? Certains observateurs croient à un possible rééquilibrage. Ils en veulent pour preuve la proclamation, à la fin de 2017, lors du sommet européen de Göteborg, en Suède, du Socle européen des droits sociaux. Ce programme déroule vingt principes et droits, allant du salaire minimum à l'accès au logement social, en passant par la protection contre les expulsions forcées.

Si ce socle non contraignant ne constitue pas un virage social de l'UE, il traduit « une prise de conscience progressive, face à l'impact de la crise dans les pays européens et à l'échec des premières décisions pour y remédier, de la nécessité de remettre les préoccupations sociales au premier plan », estime Peter Verhaeghe. Alors qu'en 2010, l'UE annonçait son ambition de réduire de 20 millions le nombre de personnes en situation de pauvreté, ce chiffre n'a pas baissé mais augmenté, neuf ans plus tard : 117 millions de personnes sont touchées ou menacées par la pauvreté ou l'exclusion sociale, 11 millions sont sans logement ou mal logées et un salarié sur six est un travailleur pauvre.

« Nous sommes dans la politique des petits pas, analyse Julien Damon. Ce socle est une étape supplémentaire : on reste dans les grands principes, mais ces grands principes se durcissent car deviennent de plus en plus précis et pourraient servir de base pour des documents ultérieurs plus contraignants ou des décisions

de la Cour de justice européenne. » Une idée que rejoignent Pascale Gruny et Laurence Harribey, sénatrices LR et PS, et auteures, il y a un an, d'un rapport sur la convergence sociale de l'Union européenne. Les deux élues proposent notamment de conditionner l'accès aux fonds européens à « l'atteinte d'objectifs sociaux ». Une idée parmi d'autres afin que le socle des droits sociaux européens ne reste pas « une grille de lecture sans aucune valeur ajoutée », au risque d'amplifier la frustration à l'égard du projet européen. « L'avenir de [ce projet] dépendra de la capacité des institutions à faire de la solidarité entre les peuples et au sein de chaque pays une réalité », alertent les associations de lutte contre la pauvreté, dont le Secours Catholique, membres du Collectif #PouruneEuropeSolidaire. Selon elles, « seule une politique sociale européenne ambitieuse, durable et respectueuse des droits sera à même d'assurer la survie de l'Union ». ■

FOCUS

L'EXPÉRIENCE D'UNE EUROPE SOCIALE PAR CARITAS

Le *benchmarking*, c'est l'exercice auquel se prêtent les Caritas européennes dans le cadre d'un groupe de travail dédié aux modèles sociaux européens. L'objectif est d'analyser ensemble la manière dont la solidarité peut au mieux être mise en pratique, afin de réduire efficacement les inégalités et d'éradiquer la pauvreté dans l'Union. Les Caritas échangent autour de leurs expériences sur ce qu'elles considèrent comme les trois filets de sécurité contre la pauvreté et l'exclusion : la famille, l'emploi et les systèmes de protection sociale. « Si une des organisations membres a un projet novateur, on en informe les autres qui viennent voir pour éventuellement s'en inspirer », explique Peter Verhaeghe de Caritas Europa. Un travail est également mené pour sensibiliser et influencer les politiques. « Nous leur remontons du terrain des éléments de témoignage et d'analyse sur la vie des plus démunis en Europe, raconte Peter Verhaeghe. Nous pointons du doigt ce qu'il manque pour protéger ces personnes contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Nous informons les institutions européennes de ce qui ne fonctionne pas, mais aussi de ce qui fonctionne. » ■



FRANCE

L'ISOLEMENT, FLÉAU DE NOTRE SOCIÉTÉ

PAR BENJAMIN SÈZE

« Vous vous rendez pas compte : la moitié des gens, ils sont tout seuls, enfermés, ils communiquent pas. » Ce sombre constat a été lâché comme un cri d'alarme lors d'un des débats organisés cet hiver par le Secours Catholique autour du mouvement des « gilets jaunes » (lire pages 4-5). Dans le flot des paroles recueillies, a aussi surgi cette phrase forte : « C'est la grande solitude des gens seuls. » Des mots qui font écho à ceux, glanés par les journalistes sur les ronds-points, d'hommes et de femmes réunis pour dénoncer la précarité de leur situation, qui exprimaient le réconfort de voir du monde, de ne

plus se sentir seuls. « La pauvreté n'est pas une réalité seulement monétaire, explique le sociologue Nicolas Duvoux. Elle revêt également une dimension morale liée aux formes de la participation à la société. » « Souvent, quand on parle des besoins primaires, on pense immédiatement à se nourrir, se vêtir, avoir un toit... Mais le premier besoin est celui de reconnaissance », abonde Brigitte Alsberge, qui travaille sur la question du pouvoir d'agir au Secours Catholique : « Est-ce que je suis quelqu'un pour les autres ? » En 2018, la première demande exprimée par les personnes qui ont poussé la porte des accueils de l'association était d'être accueillies, écoutées et conseillées.

Un problème social

« Il y a une conscience au niveau des politiques qu'il faut s'emparer de la question de l'isolement, constate Brigitte Alsberge. Mais ils ont du mal à la concevoir autrement que comme une question de détresse morale. Or c'est un problème social et il faut le traiter comme tel. » Pour le sociologue Serge Paugam, la rupture des liens sociaux aggrave souvent la situation matérielle des personnes ou familles en précarité : elles ne peuvent pas compter sur des proches en cas de difficulté, elles sont éloignées des circuits administratifs (ce qui complique l'accès à leurs droits), elles perdent confiance en elles et se replient sur elles-mêmes. « C'est un accélérateur de pauvreté », résume Brigitte Alsberge.

Cafés sourire, boutiques et épiceries solidaires, maisons des familles, accompagnement collectif vers l'emploi... Depuis quelques années, la lutte contre l'isolement prend une place croissante dans les actions et réflexions menées par le Secours Catholique. « Parce qu'on s'est rendu compte que c'est le nerf de la guerre », explique Brigitte Alsberge. Retisser du lien humain permet de refaire une place aux personnes, de recréer un réseau autour d'elles et de leur redonner confiance en elle. Dans l'immédiat, « cela facilite leur quotidien » ; à plus long terme, « c'est un levier pour sortir de la pauvreté ». ■

REPÈRES



59 %

des personnes accueillies

au Secours Catholique expriment un besoin d'écoute, de conseil et d'accueil.*



30 millions
d'Européens

n'ont personne à qui demander de l'aide ou avec qui parler de leurs problèmes personnels.**

*Source : Rapport statistique 2018 du Secours Catholique **Source : Eurostat 2015



ALLEMAGNE

LE PRIX DU CHÔMAGE BAS ? LES TRAVAILLEURS PAUVRES

PAR CÉCILE LECLERC-LAURENT PHOTO : CHRISTOPHE HARGOUES

L'Allemagne, fleuron de l'économie européenne, est souvent citée en modèle. Pourtant, elle n'est pas épargnée par la précarité : le taux de pauvreté monétaire¹ y est même supérieur à celui de la France, 17,2 % contre 13,6 % en 2016. En cause notamment : l'accroissement de la précarisation du travail.

« **J**e dois toujours compter et regarder ce que j'achète. Je ne sors jamais, une baby-sitter me coûterait trop cher. » Katrin, 42 ans, est mère célibataire de trois enfants. Elle a un CDI d'ergothérapeute mais à temps partiel, 24 heures par semaine. 1 300 euros de revenu ne suffisent pas à payer le loyer, l'énergie, l'alimentation. Alors Katrin se

rend régulièrement dans l'un des cinq accueils berlinois de Caritas pour demander des aides avec l'assistance de Renate Stark, travailleuse sociale. « En trente ans de métier, constate cette dernière, j'ai rencontré à Caritas de plus en plus de gens qui travaillent mais ne gagnent pas assez pour vivre. Le travail ne suffit plus, aujourd'hui. »

Voici la face cachée du faible taux de chômage de l'Allemagne (3,4 %

en 2018 contre 9,1 % en France) : des emplois mal rémunérés et des temps partiels. Pour Arnaud Lechevalier, économiste enseignant à Paris I Panthéon-Sorbonne et chercheur associé au centre Marc-Bloch², le moteur du travail pauvre est surtout le temps partiel court inférieur à 20 heures par semaine : « Quatre emplois créés sur cinq sont du temps partiel, observe-t-il. Il s'agit surtout de postes occupés par des femmes, une femme allemande sur deux travaille à temps partiel. Cette redistribution du volume d'emploi entre un plus grand nombre de marchés a été laissée aux processus marchands, là où en France la régulation collective »

COMPRENDRE

» sur les 35 heures a consolidé l'emploi à temps plein des femmes. » De fait, la compétitivité de l'économie allemande a conduit à une stagnation des salaires, et les entreprises ont fait le choix de réduire le temps de travail pour ne pas avoir à augmenter les salaires. Les réformes Hartz menées dans les années 2000 n'ont fait qu'accompagner ce mouvement. Conséquence aujourd'hui : la flexibilité du modèle allemand a certes fait diminuer le chômage, mais il a ouvert la voie vers plus de précarité. 24,1 % des travailleurs étaient pauvres en 2010 contre 15 % il y a vingt ans, d'après l'institut allemand de recherche sur l'emploi. « *La stratégie de l'emploi portée par l'Union européenne a amplifié le choix des réformes néo-sociales libérales menées par Gerhard Schröder en Allemagne. Ainsi on est passé d'une logique de lutte contre le chômage avec retour à un emploi à temps plein, à une logique de maximisation des taux d'emploi avec la multiplication des temps partiels.* »

Pressions et sanctions

Exemple de temps très partiel : les "Ein-Euro-Jobs". Conçus pour permettre le retour à l'emploi des chômeurs, ce sont des petits boulots payés de 1 euro à 1,50 euro l'heure. Nescho, 34 ans, a occupé ainsi un poste d'accompagnateur d'enfants dans une école durant deux ans : « *Je travaillais trois à quatre heures par jour et je gagnais au total 120 euros par mois, complétés par*



ILS SE DISENT QUE ÇA NE VAUT PAS LA PEINE D'ÉTUДИER POUR TRAVAILLER ET GAGNER AUSSI PEU.



le Hartz IV³. Ça me faisait 530 euros par mois. C'était juste, pour vivre au quotidien. Mais le plus difficile n'est pas le manque d'argent, précise-t-il, c'est la pression des autorités pour qu'on retrouve du travail. On est obligé de tout accepter, même des

petits contrats mal payés, sinon on nous réduit le montant d'Hartz IV. » Le politologue allemand Christoph Butterwege exprime la même conclusion dans une interview à Deutschland Radio Kultur : « *Pour être plus compétitif sur le marché du travail, nous avons mis en place un large secteur avec des bas salaires et ça a conduit à une grande précarisation du travail. Conséquence aujourd'hui : il n'y a pas que les mini-jobs⁴ ou les temps partiels qui sont pauvres, il y a aussi des temps pleins !* » Or les salariés pauvres risquent à terme de devenir des retraités pauvres, surtout à cause des mini-jobs qui ne donnent pas lieu à cotisation. La Caritas s'inquiète aussi du devenir des enfants de ces travailleurs pauvres. Sur les 4,4 millions d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté en Allemagne, plus de la moitié ont des parents qui travaillent, selon la fédération de protection de l'enfance. « *En grandissant, ces enfants prennent le même chemin que leurs parents* », observe Renate Stark, de Caritas. « *Car ils se disent que ça ne vaut pas la peine d'étudier pour travailler et gagner aussi peu. Résultat : je vois maintenant la deuxième génération d'Hartz IV dans nos accueils.* » C'est pourquoi Caritas Allemagne travaille à briser cette spirale de la pauvreté, notamment en exigeant du gouvernement allemand une hausse de l'aide au logement et de l'allocation enfant. ■

FOCUS

TRANSFORMER LE TRAVAIL TEMPORAIRE EN EMPLOI PERMANENT

En octobre dernier, la Comece, Commission des évêques de l'Union européenne, a donné l'alarme dans un rapport de 40 pages intitulé "Façonner l'avenir du travail". Elle constate que le nombre de postes faiblement rémunérés dans le secteur des services a régulièrement augmenté dans l'UE, et que ces derniers soumettent les employés à des pressions constantes en matière d'horaires. Or, écrivent les évêques, « *l'insécurité empêche de fonder une famille et de planifier l'avenir, car l'exigence toujours croissante de flexibilité est une entrave en la matière.* » Ainsi, l'Église adresse 17 recommandations politiques aux institutions européennes, et appelle notamment celles-ci à contribuer à convertir le travail temporaire en emplois permanents. Car le monde du travail doit être « *décent, durable et participatif pour tous* ». ■

C.L.-L.

1. Proportion d'individus dont le revenu se situe sous le seuil de pauvreté, 60 % du revenu médian, après transferts sociaux et fiscaux. Tous les chiffres de cette enquête proviennent d'Eurostat.
2. Centre franco-allemand de recherches en sciences sociales.
3. Sorte de RSA de 416 euros pour une personne seule, auquel s'ajoute une allocation logement et l'assurance maladie.
4. Temps partiel payé au maximum 450 euros par mois, sans cotisations sociales ni droit à la retraite.



ESPAGNE

CARITAS ESPAGNE DIT « *iBASTA!* » À L'EXCLUSION SOCIALE

PAR **MARINA BELLOT** PHOTO : **PATRICK DELAPIERRE**

Face à la crise du logement qui continue de sévir en Espagne, Caritas a fait de la lutte contre le "sans-abrisme" sa priorité et lancé en 2016 une campagne nationale pour mobiliser l'opinion et interpeller les pouvoirs publics.

A 48 ans, Pedro s'est retrouvé brusquement à la rue, seul et sans ressources. « *J'ai tout perdu : mon logement, mon travail, ma famille* », raconte-t-il. Il a alors poussé la porte du Cedia, un centre social ouvert 24h/24, dont le fonctionnement est financé à 80 % par les dons reçus par Caritas. Ici, il peut reprendre pied, dormir, manger, laver ses vêtements et bénéficier d'un accompagnement social global allant du soutien psychologique à une assistance juridique.

Ces dernières années, le Cedia a été submergé par les demandes. En 2017, près de 1 500 personnes ont été accueillies au centre de jour, et 900 sont passées par le centre de nuit, soit environ 15 000 nuitées.

« *Tous les autres centres d'urgence et tous les dispositifs d'aide publics sont saturés, donc aujourd'hui, les gens restent ici jusqu'à 15 jours au lieu de trois normalement* », rapporte José, le directeur du centre. « *La crise a été très dure, les gens pauvres sont toujours pauvres et nous recevons de plus en plus de sans-abri.* »

Effet dominos

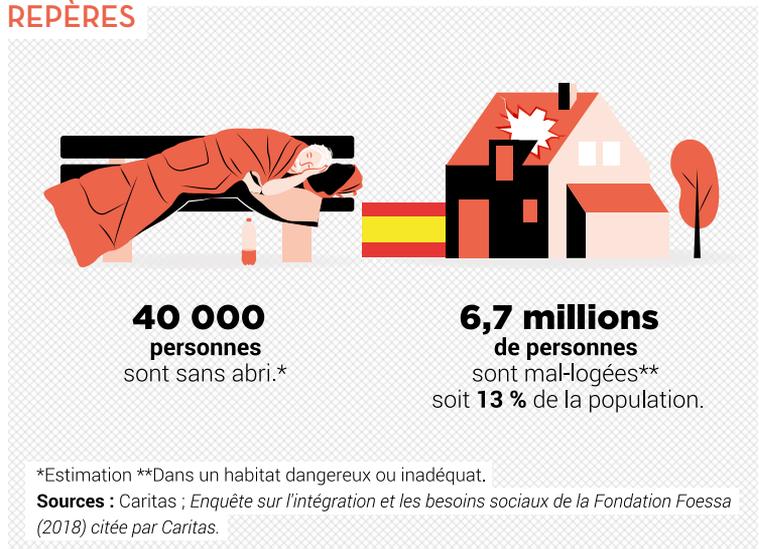
La crise des *subprimes* de 2007, tout le monde l'a encore en tête tant elle a durablement déstabilisé le pays. Née aux États-Unis, elle a touché de plein fouet l'Espagne alors en plein boom immobilier. L'effet dominos s'est avéré redoutable : l'éclatement de la bulle immobilière a frappé le système bancaire espagnol, la dette du pays a explosé, des dizaines de milliers de familles, se retrouvant dans l'incapacité de payer leur loyer ou leur crédit, ont vu leurs biens saisis et ont été expulsées. Le taux de

chômage espagnol, qui ne dépassait pas 9 % en 2007, a augmenté jusqu'à atteindre un pic de 27 % en 2013.

Aujourd'hui, le pays est loin d'être sorti de la précarité, avec un taux de chômage parmi les plus élevés de l'OCDE (17 %, dont 45 % de chômeurs longue durée, et 34 % de chômage parmi les 15-24 ans). Près d'un tiers des travailleurs espagnols sont par ailleurs sous contrat temporaire. Nombreux sont ceux qui peinent à survivre.

Depuis le printemps 2018, l'Espagne est de surcroît devenue la principale voie d'entrée maritime des migrants clandestins en Europe, bien avant la Grèce et l'Italie. Les migrants, déjà nombreux dans le pays depuis la crise de 2015, ont grossi encore les rangs des exclus. >>>

REPÈRES





Informer, former, mobiliser

» Entre 2014 et 2016, le nombre de personnes reçues quotidiennement dans des centres d'hébergement d'urgence a augmenté de 20,5 % pour atteindre plus de 16 000 personnes accueillies chaque jour en 2016, selon l'Institut national des statistiques espagnol¹.

Au total, 40 000 personnes seraient sans abri en Espagne, et les chiffres du mal-logement ne sont pas moins inquiétants : 6,7 millions de personnes vivent aujourd'hui dans un logement dangereux ou inadéquat².

Face à ce constat accablant, Caritas Espagne a fait de la lutte contre le "sans-abrisme" sa priorité et a lancé en 2016 le programme *Nadie sin hogar* (Personne à la rue), une campagne nationale de trois ans destinée à alerter l'opinion et interpeller les pouvoirs publics. Elle s'articule sur trois axes : la dignité des personnes, l'accès aux droits et les solutions concrètes pour mettre fin à cette situation. Car, ainsi que le souligne le di-

recteur de la communication de Caritas Espagne, Ángel Arrivi, « *perdre son foyer, c'est perdre l'accès à ses droits humains fondamentaux (logement, travail, éducation...), c'est perdre sa citoyenneté* ».



**MOINS DE
5 000 HABITATIONS À
LOYER MODÉRÉ ONT ÉTÉ
LIVRÉES EN 2017 - LE PLUS
BAS NIVEAU DEPUIS LES
ANNÉES 1950.**



Informer, former, mobiliser : tel est le credo de Caritas, qui s'adresse à la société dans son ensemble, pour que chacun ouvre les yeux sur cette situation inacceptable et se mobilise pour sortir de ce système dans lequel le logement est considéré comme une marchandise et le droit au logement assimilé à un simple droit de consommation. Plusieurs mesures urgentes sont demandées par l'association, au premier rang desquelles

une augmentation importante de la construction de logements sociaux, afin de compenser la forte chute que la crise puis les coupes budgétaires ont entraînée ces dix dernières années. Selon les données du ministère de l'Équipement espagnol, moins de 5 000 habitations à loyer modéré ont été livrées en 2017 – le plus bas niveau depuis les années 1950³. Caritas demande également la mise en place d'un droit au logement opposable, des politiques sociales axées sur l'accès aux droits, et la création d'un revenu citoyen universel.

« *Personne sans toit, ce n'est pas un fantasme ni une illusion, conclut Ángel Arrivi, mais cela suppose l'engagement de tous : les structures sociales et les administrations publiques, mais aussi les médias et les citoyens en général.* » ■

1. Source : www.ine.es/prensa/ecapsh_2016.pdf
 2. Enquête 2018 sur l'intégration et les besoins sociaux, Fundación Foessa, source : www.caritas.es/campanas/nadie-sin-hogar
 3. Source : « La construcción de vivienda social cae hasta niveles de los años 50 », *El País*, 25 juin 2018. À retrouver sur bit.ly/ElpaisSocial



GRÈCE

FACE À L'AUSTÉRITÉ, RECONSTRUIRE L'ACTIVITÉ

PAR MARINA BELLOT

En Grèce, des associations se mobilisent pour inventer un modèle économique social et solidaire qui permette à ceux qui ont tout perdu de retrouver le chemin de l'emploi.

Onze ans après la grave crise économique qui a frappé la Grèce, le pays se relève lentement mais les multiples plans d'austérité n'ont pas été sans conséquences sur la vie des Grecs : 35 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté, et le pays est le champion européen toutes catégories en matière de chômage. Selon les derniers chiffres, les chômeurs représentent plus de 19 % de la population active, contre une moyenne de 6,6 % pour l'Union européenne. Et la situation est particulièrement critique pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. Pour aider ceux qui n'ont pas accès au marché du travail, les associations se mobilisent pour proposer un autre modèle, fondé sur la solidarité et la confiance.

La cinquantaine passée, Mixalis a tout perdu : « *Je n'aurais jamais imaginé devenir SDF. Avec la crise, j'ai perdu ma compagnie de poids lourds. Le propriétaire de mon appartement m'a mis à la porte. Je me suis dit : "Ça y est, ta vie est finie." Ma rencontre avec le Shedia a tout changé.* »

Fondé en 2013, le Shedia, une organisation sociale soutenue par Caritas, s'est en effet donné pour mission de « rendre visibles les invi-

sibles » tout en leur offrant un moyen de subsistance décente. 150 personnes en grande difficulté vendent ainsi dans les rues d'Athènes un magazine haut de gamme édité par l'association, dont ils perçoivent plus de la moitié du prix (4,5 euros). Pour ceux dont la condition physique ne leur permet pas de rester debout toute la journée, une autre activité a été pensée : les magazines invendus sont recyclés et transformés en lampes, stylos, bijoux... vendus dans le centre-ville touristique d'Athènes. « *Ça ne m'a pas juste aidé financièrement, témoigne Mixalis. Ça a donné un sens à ma vie.* »

Elias, lui aussi, a connu les affres du chômage. Ce bijoutier de 45 ans a perdu son petit magasin et désespérait de pouvoir travailler à nouveau :

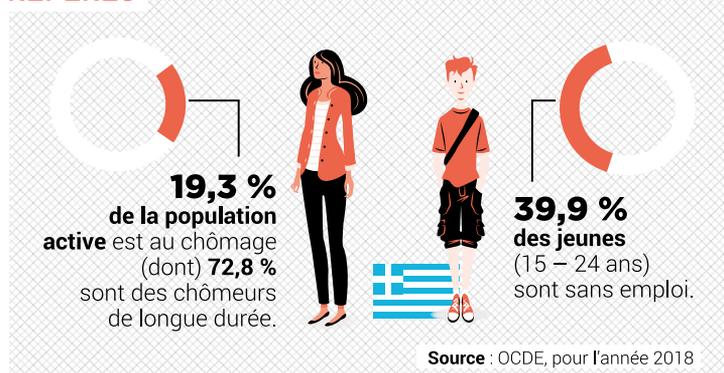
« *Le secteur de l'orfèvrerie a été affecté dès le début de la crise financière* », explique-t-il.

Reconverti dans l'artisanat, il a été aidé par Caritas, tant financièrement que moralement, pour monter un petit commerce. « *Le micro-business est aussi un bon moyen d'aider les jeunes à améliorer leurs conditions de vie, de les motiver, de leur montrer qu'on a confiance en eux, qu'on n'est pas là pour les exploiter* », souligne Filippos Salimpas, directeur des opérations de Caritas Athènes.

Aujourd'hui, Elias ne chôme pas : dans sa boutique qui lui sert aussi d'atelier, il conçoit et fabrique une multitude d'objets : horloges, bijoux, porte-monnaie, décoration...

« *La crise est toujours là, observe-t-il. Je dois travailler beaucoup, me faire connaître... Mais même si c'est dur, ce magasin est l'espoir d'un meilleur avenir.* » ■

REPÈRES





ENTRETIEN

AVEC **JEAN MERCKAERT**, DIRECTEUR ACTION ET PLAIDOYER FRANCE AU SECOURS CATHOLIQUE

POUR UNE EUROPE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

Pour relancer l'Europe, Jean Merckaert, directeur du plaidoyer et de l'action France-Europe au Secours Catholique, imagine une voie nouvelle. Celle-ci serait balisée par un plancher, la dignité humaine, et un plafond, l'écologie.

PROPOS RECUEILLIS PAR **JACQUES DUFFAUT**

Qu'attendez-vous du renouvellement du Parlement européen, le 26 mai prochain ?

L'Union européenne (UE) doit retrouver l'esprit de ses fondateurs. Au lendemain de l'horreur nazie, il était un peu fou d'adopter un pacte de valeurs humanistes et d'en faire le socle de l'Europe. On peut en être fiers. L'UE nous a épargné de nouvelles guerres, en misant sur le commerce pour pacifier les relations entre les nations. Mais, pour les chrétiens, la paix ne se résume pas à l'absence de conflits. Pour l'Église, il n'y a pas de paix sans justice. Or, aujourd'hui, avec 117 millions de personnes touchées ou menacées par la pauvreté, l'UE est en panne, en termes de justice. Ce n'est pas une raison pour boudier les urnes ! Au contraire, nous avons besoin d'Europe : c'est l'échelle pertinente pour

discipliner les marchés financiers, pour mener une transition énergétique ambitieuse et juste...

Comment faire redémarrer l'Europe ?

Il faut d'abord éviter deux impasses. La première, c'est le repli sur soi. La seconde, c'est de continuer à n'avoir pour unique boussole que les indicateurs économiques : produit intérieur brut (PIB), compétitivité, déficits publics, rentabilité, profits... autant d'idoles qui empêchent de voir ce qui fait sens. Mais il y a une voie nouvelle à inventer, celle d'une Europe écologique et solidaire : c'est un défi inédit, passionnant ! Cette voie doit être balisée par un plancher, la dignité humaine, et un plafond, l'écologie. L'écologie, car il n'y a pas de justice sociale sans planète habitable. Actuellement, il faudrait trois planètes si la population mondiale adoptait la même empreinte écologique que les Européens. Le plancher social, car il n'est pas acceptable, sur un continent prospère, que 700 000 de nos concitoyens vivent sans abri. C'est 70 % de plus qu'il y a dix ans, au moment de la crise financière. Pendant ce temps, on a créé de la monnaie par centaines de milliards pour sauver les banques. Cherchez l'erreur...

L'Europe est confrontée à une crise migratoire qui la divise. Que suggère le Secours Catholique ?

Il n'y a pas plus de migrants qu'avant : ce n'est pas une crise migratoire, mais bien une crise

PARCOURS

JEAN MERCKAERT

2007

Responsable du plaidoyer « dette, aide, corruption et paradis fiscaux » au CCFD-Terre Solidaire, il publie avec Antoine Dulin le rapport « Biens mal acquis... profitent trop souvent. La fortune des dictateurs et les complaisances occidentales ». Rapport qui lancera en France l'affaire des « Biens mal acquis » et les plaintes contre les chefs d'État Omar Bongo, Teodoro Obiang Nguema et Denis Sassou Nguesso.

2010/2018

Rédacteur en chef de la *Revue Projet*.

2018

Rejoint le Secours Catholique-Caritas France en tant que directeur Action et plaidoyer France.



DES OUTILS POUR COMPRENDRE



À VIVRE SUR LE WEB



- Notre dossier interactif « **L'Europe des solutions.** Contre la pauvreté, des initiatives inspirantes d'acteurs de solidarité. » Ce long format multimédia vous conduit

en Autriche, en Espagne, en Allemagne et en Grèce pour approfondir, en témoignages et reportages sonores et photos, les actions mises en œuvre par le réseau Caritas afin de lutter contre la pauvreté. **À découvrir sur :** bit.ly/EuropeSolutionsSC



À LIRE



- **Mobilités en Europe, où allons-nous ?**

Le numéro 369 de la *Revue Projet* s'attache avant les élections européennes à poser les enjeux de la liberté de la circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux en Europe.

À lire sur : www.revue-projet.com

- **Façonner l'avenir du travail**

Le rapport de la Commission des évêques de l'Union européenne pour contribuer au débat sur le sens du travail dans la construction européenne en vue des prochaines élections.

À lire sur : bit.ly/LavenirDuTravail

- **Faut-il copier l'Allemagne ?**

Ce qui est bon à prendre, ce qu'il faut laisser.

Le magazine *Alternatives économiques* consacre son numéro de septembre 2017 (n°371) à l'analyse du modèle de développement allemand.

À découvrir sur : www.alternatives-economiques.fr



- **Eurostat**

Retrouvez sur ce site Web de la Commission européenne l'ensemble des données statistiques concernant la pauvreté dans l'Union européenne : ec.europa.eu/eurostat

de nos politiques d'accueil ! Si le nombre de migrants augmente dans nos accueils, c'est parce que les politiques menées sont de plus en plus répressives et conduisent les personnes exilées à vivre dans la misère. C'est le règlement de Dublin III qui ballote des jeunes d'un pays à l'autre, sans perspective. C'est à force de durcir les conditions d'entrée en Europe, et de sous-traiter la gestion de nos frontières à des gouvernements répressifs au sud de la Méditerranée, que les personnes exilées en viennent à prendre tous les risques pour traverser. Les dizaines de milliers de morts dans la Méditerranée sont une tache indélébile sur le drapeau européen. Dernièrement, une majorité d'États membres a signé le Pacte mondial pour les migrations des Nations unies, qui réaffirme l'obligation de respecter les droits des personnes, quel que soit leur statut. Le Pacte appelle aussi à mettre en place des voies légales et sûres de migration.

Comment le Secours Catholique peut-il faire entendre sa voix ?

L'influence du Secours Catholique n'est pas négligeable. Sa parole est écoutée parce qu'elle est ancrée au plus près des personnes que nous côtoyons, des partenaires internationaux que nous soutenons. Au niveau européen, il travaille avec Caritas Europa. En France, il participe à la campagne « Pour une Europe solidaire » et à des collectifs thématiques.

Ce travail d'influence est important au moment des élections, mais aussi en cours de mandat, car les eurodéputés ont le pouvoir de changer des choses très concrètes. Ainsi, de nombreuses personnes n'ont pas accès à un compte bancaire, ce qui complique leur vie de tous les jours. Lors de la dernière mandature, le travail des associations a convaincu l'UE d'obliger chaque État membre à mettre en place un droit au compte. À présent, nous plaçons pour que l'Europe mette la sphère financière au service de l'intérêt général, notamment en mettant au pas la finance de l'ombre (*shadow banking*), qui échappe à tous les contrôles et fait courir d'énormes risques à nos sociétés, ou en introduisant un bonus/malus écologique dans l'octroi de crédits. Encore faut-il que les instances qui régulent le secteur financier soient indépendantes... On le voit, les batailles à mener au niveau européen ne manquent pas ! ■

RENCONTRER



PARCOURS

1974 : Naît à Paris

1999 : Prête serment et devient avocat

2010 : S'engage bénévolement au département « Prison et justice » du Secours Catholique

2014 : Fonde « Lire pour en sortir » et est à l'initiative de la reconnaissance légale des activités culturelles comme levier possible pour une réduction de peine

ALEXANDRE DUVAL-STALLA, AVOCAT MILITANT

CRITIQUE DE LA PRISON DURE

PAR **BENJAMIN SÈZE** PHOTOS : **XAVIER SCHWEBEL** ET **ÉLODIE PERRIOT**

Président de l'association « Lire pour en sortir », Alexandre Duval-Stalla dénonce un système carcéral inefficace à résoudre le problème de la délinquance. Cet avocat veut convaincre que l'on peut progresser contre la récidive si on s'attaque à la dimension sociale du phénomène. Un combat politique qu'il compte remporter en apportant la preuve par l'exemple.

« **A** défaut d'être président de la République, je suis président de « Lire pour en sortir » et je suis très heureux, assure Alexandre Duval-Stalla. *C'est moins d'ennuis. J'ai moins de "gilets jaunes".* » Assis dans la salle de réunion de son cabinet du II^e arrondissement de Paris, l'avocat de 45 ans, bénévole au département « Prison et justice » du Secours Catholique, sourit de cette boutade. Même s'il ne plaisante qu'à moitié... Un temps, Alexandre Duval-Stalla a caressé l'ambition de devenir chef de l'État. « *Comme tout enfant à qui on dit constamment : "Tu seras le premier", vous vous projetez sur les rôles principaux. Et le premier d'entre tous, c'est celui de président de la République.* »

Avec une pointe d'autodérision, il fait le parallèle avec ces Napoléon imaginaires qui, à une époque, peuplaient les asiles de fous. Un « dommage » collatéral de la chute de l'Ancien Régime et de la fin de la transmission héréditaire du pouvoir, explique ce passionné d'histoire, auteur d'une biographie de l'empereur français.¹ « *Bonaparte incarnait cette possibilité nouvelle pour tous d'accéder à la première place.* »

Alexandre Duval-Stalla aurait pu se lancer dans une carrière politique. Même goût pour le pouvoir d'influer sur le cours des choses que beaucoup de ceux qui ont fait ce choix, même souhait de servir l'intérêt général, même capital so-



LA MISE EN PLACE DES DISPOSITIFS D'AIDE PUBLIQUE COÛTERAIT PLUS CHER QUE LA DÉTENTION, ALORS ON MET EN PRISON.



cial, culturel et intellectuel, même parcours... Étudiant à Science Po, on lui conseille d'ailleurs d'entrer à l'ENA. Mais il préfère devenir avocat. « *J'avais envie d'un métier avec une certaine liberté pour pouvoir faire d'autres choses, écrire notamment.* » Sans doute aussi le choix de la « maturité », dit-il : « *Avec le temps, j'ai de moins en moins envie de jouer les premiers rôles. J'ai compris qu'on pouvait servir d'une autre manière.* » Il est persuadé aujourd'hui que l'engagement dans la société civile est beaucoup plus efficace.

Depuis neuf ans, en collabora-

tion avec le Secours Catholique, Alexandre Duval-Stalla mène un combat éminemment politique contre un système carcéral « *qui ne tourne pas rond* ». Son objectif : convaincre que « *cette machine un peu à broyer des êtres humains* », non seulement ne résout pas le problème initial de la délinquance, mais d'une certaine manière le nourrit. Que les alternatives à l'incarcération sont la plupart du temps préférables à l'enfermement. Et qu'en investissant davantage dans les politiques de lutte contre le décrochage scolaire, le chômage et l'exclusion, on réduirait à terme la population carcérale d'un bon tiers. « *Mais la mise en place de ces dispositifs publics coûterait plus cher que la détention, alors on met en prison.* »

Une apparente contradiction

La radicalité de ce discours surprend de la part d'un avocat en droit des affaires, à l'apparence de genre idéal, qui a longtemps travaillé pour de gros cabinets anglo-saxons. Alexandre Duval-Stalla n'a ni le look ni le « pedigree » de ses convictions. « *Il n'a pas à surprouver. Il est suffisamment bien planté psychologiquement pour assumer cette apparente contradiction. Il sait quel but il veut atteindre et quel est le fondement de sa démarche* », note Jean Caël, responsable du département « Prison et justice » du Secours Catholique, qui décèle chez son collaborateur bénévole « *un vrai gaulliste humaniste* ». Pour expliquer son engagement, »

RENCONTRER



ÉLODIE PERRIOT / SCOF

▲ Mai 2017 : Le groupe « Lire pour en sortir » de la Maison d'Arrêt d'Arras reçoit Marc Salbert pour son livre *Amour, gloire et dentier*. bit.ly/LirePourEnSortir

» l'intéressé, lui, se réfère à la tradition familiale de catholicisme social héritée du côté maternel. Un christianisme focalisé sur le message des évangiles, et moins sur « les contraintes morales que nous impose la religion ». Et cela lui parle : « Pour une fois, un homme vient dire : "Arrêtez de vous taper dessus et essayez de comprendre l'autre, de l'aider". » Et puis, il y a ces centaines d'heures passées à parcourir Paris de commissariat en commissariat, à arpenter les salles d'audience pour les comparutions immédiates, lorsqu'en 2005, nommé pour un an secrétaire de la Conférence du stage², il consacrait deux tiers de son activité à la commission d'office en matière pénale. « J'ai aimé le contact avec des personnes que je n'aurais jamais rencontrées par ailleurs », confie celui qui a fait sa scolarité à Passy-Buzenval, un établissement catholique renommé des Hauts-de-Seine. Une telle expérience lui a permis de mieux

comprendre les ressorts de la délinquance. « Je ne suis pas du genre à dire que toutes les personnes détenues sont des victimes. Mais, si elles sont là, c'est aussi le fruit d'une vie personnelle faite de ruptures et de difficultés. Pour le coup, elles n'ont pas eu les mêmes privilèges que moi. »

Le bras armé de son combat est l'association « Lire pour en sortir », fondée en 2014, partenaire du Secours Catholique, qui favorise l'insertion des personnes détenues par la lecture. L'idée lui est venue en écoutant un reportage sur une expérience menée au Brésil.

Flaubert et compagnie

Une illumination pour ce passionné de lecture, qui dit s'être construit, enfant puis adolescent, à partir de livres qui l'ont marqué. Il cite *Le père Goriot* de Balzac, l'œuvre de Stendhal, *l'Illiade* et *l'Odyssée* d'Homère ou encore *La brièveté de la vie* de Sénèque. Au Panthéon de ses auteurs contemporains figurent André Malraux, Milan Kundera, Philip Roth et Mario Vargas Llosa. La littérature apprend à avoir une distance à la fois analytique et critique, dit-il : « Quand vous rencontrez un problème, vous avez une sorte de prospective qui vous

donne du recul, la conscience que vous n'êtes pas le premier ou le seul à affronter ce type de difficulté, qu'il y a donc des solutions possibles même si ce n'est pas tout de suite. Cela vous aide à mieux affronter et gérer. » Jean Caël se souvient, avec amusement, des discussions au moment de composer le catalogue du programme de lectures proposé aux personnes détenues : « Alexandre a une culture très classique. Au début, il était parti sur les romantiques du XIX^e siècle : Flaubert et compagnie. On lui a soumis l'idée que ce serait peut-être pas mal de mettre aussi un peu de BD. Ça l'a laissé dubitatif, mais il a joué le jeu. »

Aujourd'hui, plus d'une vingtaine de centres pénitentiaires sont partenaires et 2 530 personnes sont inscrites au programme, un chiffre en progression. « Le livre est un objet fédérateur qui nous ouvre les portes des établissements, nous apporte le soutien de mécènes et même de politiques qui, souvent, sont un peu perdus sur ces sujets-là », souligne Alexandre Duval-Stalla. En 2014, ce dernier a réussi, à l'occasion d'une réforme de la procédure pénale, à faire porter par des députés un amendement visant à inscrire dans la loi la participation à des activités culturelles, et notamment de lecture, comme levier de réduction de peine. L'avocat a un objectif en tête : « Montrer de manière scientifique que l'accès à la lecture permet de faire baisser la récidive dans des proportions importantes. » Lucide, il sait que, pour y arriver, il a besoin de l'adhésion de tous les acteurs pénitentiaires. « J'ai pris le parti de faire bouger le système de l'intérieur », explique-t-il. ■

Pour aller plus loin
www.lirepourensortir.org

1. François-René de Chateaubriand – *Napoléon Bonaparte : une histoire, deux gloires*, Gallimard, 2015.
2. Association d'avocats du barreau de Paris qui rassemble chaque année douze jeunes avocats élus par leurs pairs pour assurer la défense des plus démunis en matière criminelle.

L'INSOUTENABLE ATTENTE DES RÉFUGIÉS DE LESBOS

PAR ALEXIA EYCHENNE PHOTOS : STEVEN WASSENAAR

L'île grecque de Lesbos demeure l'une des principales portes d'entrée en Europe des réfugiés originaires du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Autour de 10 000 demandeurs d'asile sont retenus dans des camps depuis des mois, voire des années, en attendant l'examen de leur dossier et un hypothétique transfert vers le continent. Le centre de Kara Tepe héberge les plus vulnérables, dont de nombreuses familles. Au soulagement d'avoir fui les violences succède vite une nouvelle souffrance : un quotidien marqué par les traumatismes, l'incertitude et l'impossibilité d'imaginer l'avenir.

DÉCOUVREZ
Le récit
complet en sons
et en images
des réfugiés
de Lesbos sur :
bit.ly/LesbosSC
SUR LE WEB



▲ Zohra et sa famille n'ont d'autre perspective que les contours de cette île de 1 600 km².

Depuis une plage qui longe une crique cerclée de roseaux, Zohra contemple la mer Égée avec une joie mêlée d'anxiété. « *J'aime la mer, mais la voir fait resurgir le souvenir de notre traversée* », souffle cette Afghane menue de 32 ans. À ses côtés, son mari Ibrahim fixe l'horizon et les montagnes turques. Une dizaine de kilomètres séparent la Turquie de l'île grecque de Lesbos, où le couple et ses quatre enfants ont accosté le 22 décembre 2018. Une dizaine de kilomètres seulement, mais le théâtre d'infinis dangers. « *Nous avons déjà tenté de traverser deux fois, mais les policiers turcs nous ont arrêtés, ramenés à terre et*

détenus en confisquant nos gilets de sauvetage, se souvient Zohra. La troisième fois, nous n'en avons racheté que pour les enfants. Nous étions cinquante sur le pneumatique. Mon mari aurait pu basculer dans la mer à tout moment. » Au bout de deux heures dans la nuit noire, des garde-côtes grecs ont croisé la route du rafiote et conduit les passagers à Lesbos. Depuis, Zohra et sa famille n'ont d'autre perspective que cette île de 1 600 km². Pour combien de temps ? « *Personne ne le sait* », répond Zohra.

Au compte-gouttes. Au nord-est de la mer Égée, Lesbos est l'un des principaux points d'accès à l'Union européenne pour les réfugiés fuyant les conflits du Moyen-Orient et d'Asie centrale. La majorité d'entre eux sont aujourd'hui afghans. Leur pays vit au rythme des attentats. « *Chaque matin, je disais au revoir à mon mari sans savoir si nous allions nous revoir* », soupire Zohra, qui

enseignait à Kaboul. Les Syriens rescapés de la guerre civile sont moins nombreux qu'en 2015 et 2016, mais ils forment toujours une grande partie des effectifs. Lesbos accueille aussi des Irakiens et des Iraniens. À l'automne 2018, plus de 10 000 migrants vivaient sur cette île de 86 000 habitants. Certes, 1 874 d'entre eux ont encore débarqué sur les plages entre janvier et la mi-mars 2019, selon le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (UNHCR)¹. Mais c'est surtout la lenteur des procédures qui crée l'engorgement. Dans l'attente de l'examen de leur situation, les demandeurs d'asile ne sont pas autorisés à rejoindre le continent. Or la convocation à un premier entretien peut prendre un an. En cas de refus, les délais d'appel sont tout aussi longs. Même ceux qui obtiennent l'asile doivent attendre leur transfert vers la terre ferme, où les dispositifs d'hébergement sont saturés. Les départs ne se font qu'au compte-gouttes.

Comme tous les arrivants, la famille de Zohra a transité par Moria, un "hotspot"² ouvert en 2015. Ce bâtiment militaire encerclé de barbelés est critiqué de toutes parts pour ses conditions de vie indignes et la violence qui y règne. Interdit aux journalistes, Moria est conçu pour héberger 2 000 personnes, mais en reçoit plus du triple. Le camp déborde : des centaines de tentes grignotent les oliveraies alentours. Zohra, Ibrahim et leurs enfants en partageaient une avec trois autres familles. « *Nous n'avions pas d'électricité, relate la jeune femme. Quand il pleuvait, la tente était inondée. Les distributions de nourriture n'étaient pas suffisantes pour tout le monde.* » Au bout d'un mois, sa famille a été transférée à Kara Tepe, à trois kilomètres de Mytilène, la capitale. Ce terrain à flanc de colline est un ancien centre de formation à la sécurité routière ouvert aux réfugiés depuis l'été 2015. « *Jusqu'à 7 000 personnes ont campé ici* », rappelle Maritina Koraki, coordinatrice de Caritas Hellas à Lesbos. « *Le service d'asile grec et la police enregistraient les personnes sur place, après quoi elles*

pouvaient rejoindre le continent et d'autres pays européens, car les frontières étaient encore ouvertes. » La donne a changé après l'entrée en vigueur, le 18 mars 2016, de l'accord signé entre l'UE et la Turquie³. « *Désormais, elles sont coincées pour des mois, voire des années* », déplore Maritina Koraki. Administré par la mairie, le camp a hébergé jusqu'à 1 300 migrants.

“

CET HIVER, NOUS AVONS EU UN MAL FOU À CHAUFFER LE LOGEMENT. QUAND LA TEMPÉRATURE EST TOMBÉE À 4 DEGRÉS, NOUS AVONS DÛ DORMIR SOUS SEPT COUVERTURES.

”

Zohra, Ibrahim et les enfants se sont installés dans un "Isobox" d'une pièce. Chaque famille occupe l'un de ces préfabriqués gris qui ont succédé aux tentes, puis aux « Ikea Houses », des maisons en kit en partie financées par le géant du mobilier suédois, retirées pour

cause de dysfonctionnements. La direction de Kara Tepe empêche la presse de pénétrer dans la zone d'habitation, officiellement pour la protection de leur intimité, et ce même si les résidents désirent accueillir des visiteurs. Mais l'on distingue de loin les baraques alignées. Trois femmes tricotent sur le pas d'une porte. Devant une bicoque, un fauteuil roulant. Kara Tepe se veut une alternative à l'insécurité de Moria. Le camp accueille les réfugiés jugés les plus vulnérables : familles avec enfants, femmes seules, personnes handicapées ou âgées. Allah et Beida, 43 et 33 ans, sont arrivés à Lesbos début 2019. Ce couple d'Irakiens a fui Mossoul après que le père a été torturé par des miliciens. L'un de leurs six enfants a reçu un éclat d'obus de mortier près du cœur. Leur obsession : que le garçonnet, soigné à Erbil et à Bagdad, puisse de nouveau être opéré.

Après huit mois dans « l'enfer » de Moria, Massoud, 31 ans, a trouvé à Kara Tepe une forme de réconfort. Ce designer iranien profite du soleil dans la zone "d'activités" du camp, où opèrent une dizaine d'ONG. Mais les conditions de vie restent inadaptées à un long séjour. « *Cet hiver, nous avons eu un mal fou à chauffer le logement* », dit en soupirant Massoud, qui a fui la répression politique de Téhéran. « *Quand la température est tombée à 4 degrés, nous avons dû dormir* »



◀ **Le camp accueille les réfugiés jugés les plus vulnérables : familles avec enfants, femmes seules, personnes handicapées ou âgées.**



▲ À Kara Tepe, les réfugiés sont prisonniers d'une période de transit sans date de fin.

» sous sept couvertures. » Des panneaux solaires ont été installés pour renforcer les installations électriques du site, mais le chauffage ne fonctionne que quelques heures par jour. « On se douche souvent à l'eau froide, poursuit Massoud, et il faut s'inscrire pour laver son linge. » Une association distribue des repas, en l'absence

de réfrigérateur pour conserver les aliments. La cuisine partagée doit être réservée à l'avance et son utilisation est restreinte à une heure par foyer.

Routine. À Kara Tepe, les réfugiés sont prisonniers d'une période de transit sans date de fin. Ils consacrent leur quotidien à recréer tant bien que mal une routine. « Je prends des cours de grec les lundis et mercredis », indique Zohra. Le centre de langues de Caritas Hellas propose aussi des cours d'anglais et de farsi, prisés des Afghans et des Iraniens n'ayant

jamais appris à lire et à écrire. Pour tromper l'ennui, Zohra tricote, avec une dizaine d'Afghanes, dans la salle que Caritas réserve aux femmes. « Quitte à être là, je me dis qu'il faut mettre ce temps à profit pour apprendre le plus possible », sourit-elle. Le matin, ses enfants suivent des leçons dans des salles de classe animées par les associations et, l'après-midi, des cours de piano, de foot ou d'informatique. Séparée des habitations par une palissade, l'aire d'activités se situe autour d'un petit terrain tapissé d'une pelouse synthétique. « Les premières années, les



réfugiés avaient besoin de sacs de couchage, de produits d'hygiène et de vêtements. Ils descendaient des canots et ne restaient pas, observe Martina Koraki. Maintenant qu'ils sont là pour longtemps, ils ont la volonté d'apprendre, de s'intégrer et de retrouver une vie banale. »

Ce mardi matin, Nashatiman et Sarbast, un couple de Kurdes syriens, attendent le bus pour Mytilène. Nashatiman, 27 ans, porte une robe de velours rouge et un gilet brodé achetés en Turquie. Une partie de ses affaires a disparu au fond de l'eau lors de la tra-

versée. Son mari et elle ont quitté Kobané en 2017. La jeune femme a été enlevée durant plusieurs jours par le groupe État islamique quand les djihadistes occupaient la ville. « *L'avenir en Syrie est trop incertain* », regrette Sarbast, 35 ans. « *Nous avons décidé de nous construire un futur ailleurs.* » Le couple couve des yeux Gavan et Loren, ses jumeaux nés en Turquie. Ils n'avaient que trois mois lorsque la famille a traversé la mer. Depuis, Nashatiman, qui travaillait au département financier d'un service public syrien,

“

JE VOIS BEAUCOUP DE DÉPRESSIONS ET DE STRESS POST-TRAUMATIQUES, TÉMOIGNE KATIA POLYCHRONI, PSYCHOLOGUE.

”

s'occupe d'eux « *24 heures/24* ». Sarbast s'occupe en apprenant le piano trois fois par semaine. Cuisinier, il tient aussi à préparer les repas lui-même, sur un brasero. Il en fait profiter ses voisins, même s'il est difficile de nouer des amitiés dans ce contexte instable. « *Nous avons des amis, mais ils sont partis pour Athènes* », indique Nashatiman.

Le bus longe la côte est de Lesbos à destination de Mytilène en passant par Moria. À bord, de nombreux réfugiés, certains serrant contre eux des documents administratifs. Nashatiman et Sarbast descendent près du port pour rejoindre le parc où les jumeaux jouent une fois par semaine. Le père en profite pour acheter une recharge téléphonique, seul moyen

de prendre des nouvelles de ses proches en Syrie, où « *la guerre n'est pas finie* ». Il y a quelques semaines, il était descendu en ville acheter des ballons gonflables pour fêter le premier anniversaire des jumeaux en égayant un peu les murs de leur "maison". En dépit des 4 000 dollars versés aux passeurs, le couple garde de petites économies. Sarbast s'estime chanceux de pouvoir compter, le cas échéant, sur l'aide de ses neuf frères et sœurs, qui ont tous quitté la Syrie. Travailler ? Les demandeurs d'asile, une fois enregistrés comme tels, peuvent chercher un emploi s'ils sont parvenus à se mettre en règle vis-à-vis des administrations fiscale et sociale. Mais la Grèce est en crise, le chômage y atteint environ 20 % de la population active.

Violence. Entre les rires des enfants et les mélodies du cours de musique, une atmosphère si ce n'est gaie, du moins sereine, semble régner à Kara Tepe. Elle est trompeuse, car comme à Moria, une souffrance intense s'est installée chez les résidents. « *Je vois beaucoup de dépressions et de stress post-traumatiques* », témoigne Katia Polychroni, psychologue pour Caritas, qui reçoit des patients dans le camp avec l'aide de deux interprètes. Ces derniers représentent « *un atout, car ils assurent une médiation culturelle, mais aussi une difficulté : la parole des patients passe à travers le filtre de leurs mots et de leurs émotions* », note la psy : « *C'est un fardeau pour eux, qui prennent ces histoires de plein fouet. Et l'échange s'en trouve perturbé.* » À l'été 2017, Médecins sans frontières estimait⁴ que 80 % des patients soignés dans son centre psychologique de Lesbos avaient été victimes de »

EXPLORER

» violences, un quart de tortures et 19 % de violences sexuelles. Ces exactions commencent dans les pays d'origine et se poursuivent au cours du voyage, commises par les policiers, les trafiquants ou d'autres migrants. « À toutes les étapes de leur voyage, les réfugiés courent le risque d'être battus, dévalisés, violés », observe Katia Polychroni. La traversée de la mer Égée laisse aussi des traumatismes. Les naufrages sont fréquents, ceux qui entreprennent le périple le savent. L'UNHCR recense 1 878 morts et disparus depuis 2014. « Quand ils arrivent ici, certains sont soulagés, mais d'autres, parce qu'ils se savent en transit, ne se l'autorisent pas », souligne Katia Polychroni. Le stress se développe aussi des mois plus tard, quand les gens se sentent en sécurité et qu'ils croient pouvoir y faire face. »

Le fait d'être bloqué dans des camps est lui-même pathogène. « La seule activité qui me divertit, c'est de jouer aux échecs », déclare Nazir, coincé à Lesbos depuis deux ans avec son épouse et leurs enfants. Cet Afghan de 35 ans est

“

LES ÉMEUTES ÉTAIENT QUOTIDIENNES, LES INCENDIES AUSSI. J'AI VU UNE FEMME PRENDRE FEU SOUS MES YEUX.

”

toujours hanté par son passage par Moria. « Les émeutes étaient quotidiennes, les incendies aussi. J'ai vu une femme prendre feu sous

mes yeux. » Tenter d'imaginer l'avenir ne lui semble d'aucun secours. Nazir place un doigt sur sa tempe, laisse passer un silence. « Penser au futur m'angoisse, car je n'ai aucune idée de ce à quoi cela pourrait ressembler. » Le trentenaire s'est vu prescrire des médicaments pour l'aider à dormir. L'hôpital de Lesbos est débordé, mais Caritas collabore avec une clinique pour permettre aux réfugiés les plus atteints de consulter un psychiatre.

« On a beau être en sécurité ici, je n'arrive pas à trouver la paix », dit aussi Massoud, l'Iranien. « Je suis arrivé plein d'espoir, en faisant mon possible pour aller de l'avant, mais ces derniers mois, c'est comme si toutes les portes se fermaient. » Sa fille de 7 ans ne va pas bien non

POSITIONNEMENT

REVOIR DUBLIN

Tandis qu'une quatrième version du règlement de Dublin est en cours d'étude, le Secours Catholique-Caritas France demande la mise en œuvre du principe d'équité des procédures, la solidarité entre États membres et la prise en compte du choix des demandeurs d'asile.

Depuis vingt-neuf ans, l'entrée des étrangers dans l'Union européenne (UE) est régie par le "système de Dublin". Amendé par deux fois (Dublin II, III), ce règlement attribue l'examen des demandes d'asile à l'État membre d'arrivée dans l'UE. Avec les conséquences suivantes : le développement du placement en centres de rétention en attente d'un transfert vers l'État d'arrivée,

un traitement inéquitable des demandes et des migrants placés dans une grande précarité administrative et psychologique. N'étant jamais parvenu à répartir équitablement les réfugiés en Europe, le règlement fait l'objet d'une nouvelle étude qui oppose l'exécutif et le Parlement européens. Le Parlement, qui préconise de prendre en compte le choix exprimé par les demandeurs

d'asile, s'oppose à la Commission et au Conseil de l'UE dont la proposition de réforme alourdit la procédure actuelle.

« Nous faisons trois propositions simples », explique Juliette Delaplace, chargée de l'accueil et du droit des étrangers à la direction Action et plaidoyer France-Europe au Secours Catholique. « Nous demandons que la demande d'asile soit examinée dans le pays choisi par le réfugié ; que la procédure des demandes, les conditions d'accueil et de protection soient identiques dans tous les États membres ; enfin, que tout transfert soit suspendu tant que les deux premières exigences ne sont pas satisfaites. » ■



▲ « **Toutes les difficultés qu'un adulte subit dans sa vie, j'ai l'impression que mon fils les a déjà vécues.** »

plus. Admise à l'école de Mytilène, elle refuse depuis deux semaines d'y retourner. Elle s'est murée dans le silence, sans que les psychologues sachent pourquoi. Les enfants aussi subissent les effets ravageurs d'une attente qui s'éternise. « *Ils sont comme des éponges qui absorbent les problèmes des parents*, constate Katia Polychroni. *Leur principal besoin est de se sentir dans un environnement stable et sûr, ce que beaucoup n'ont pas.* »

Une grande force. Aux adultes qu'elle croise, et même si cela n'a rien d'évident, Katia Polychroni essaie de « *faire conceptualiser un futur* ». « *C'est aussi pour cela que nous leur proposons des cours, que*

nous leur parlons de l'emploi sur le continent, etc., conclut-elle. *Nous devons trouver la part en eux qui va bien. Ils ont fait preuve d'une grande force pour accomplir ce voyage, c'est elle que nous essayons de faire grandir.* »

Assise sur l'herbe en retrait de la plage, Zohra regarde jouer ses enfants. Chaque soir, Naasir, 3 ans, lui demande de raconter encore leur périple depuis l'Afghanistan. Les montagnes iraniennes franchies à pied, la bosse qu'il s'est faite en tombant d'un cheval, la violence des passeurs, aussi, et le silence qu'il fallait garder pour ne pas éveiller l'attention des policiers. « *Toutes les difficultés qu'un adulte subit dans sa vie, j'ai l'impression qu'il les a déjà vécues* », commente sa mère d'une voix douce. « *Je me sens parfois coupable. J'aimerais qu'il oublie tout.* » Cet après-midi-là, pour quelques heures au moins, Naasir semble pourtant redevenu un enfant. Il cherche à convaincre

ses parents de lui acheter l'une des chèvres qui paissent près de la mer. Les deux aînées de Zohra se mettent en route vers le camp et leur session de foot. Zohra s'accroche à l'idée que ses enfants se sentent mieux depuis qu'ils retournent à l'école et préparent désormais l'avenir. « *Je n'ai aucune idée de ce que nous réserve le futur, je ne vois rien, dit-elle. Mais je ne peux qu'espérer le meilleur.* » ■

1. data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean/location/5179

2. Le terme "hotspot" – "point chaud", en anglais – désigne les centres créés par l'Union européenne à partir de 2015 pour identifier et enregistrer les migrants cherchant à entrer en Europe via la Grèce et l'Italie.

3. Cet accord prévoyait initialement de renvoyer en Turquie des Syriens pour lesquels ce pays était jugé "sûr". Mais pour de nombreuses ONG, le texte n'a fait qu'aggraver les conditions de transit dans les îles grecques. « *Dans la pratique, cet accord a donné lieu à une politique visant à contenir les réfugiés et les migrants, qui se retrouvent bloqués dans les "hotspots" grecs pendant des périodes prolongées* », déclarait Amnesty International à la mi-mars 2019.

4. *Confronting the Mental Health Emergency on Samos and Lesbos*, Médecins sans frontières, octobre 2017.

« JUSQU'AU BORD DE LA PENTE »



PAR **JOSEPH PONTIUS**,
ÉCRIVAIN, ANCIEN
ÉDUCATEUR
SPÉCIALISÉ, AUTEUR
DE *À LA LIGNE*¹,
PREMIER ROMAN
LIBREMENT INSPIRÉ
DE SON EXPÉRIENCE
À L'USINE.



ESTRAGON :
JE SUIS DAMNÉ !
VLADIMIR :
TU AS ÉTÉ LOIN ?
ESTRAGON :
JUSQU'AU BORD
DE LA PENTE.

SAMUEL BECKETT,
EN ATTENDANT GODOT,
ÉDITIONS DE MINUIT.



1. *À la ligne. Feuilletts d'usine*,
Ed. La Table Ronde, janvier 2019

J'ai connu la précarité par les deux pentes. Celle, tout d'abord, sur laquelle glissaient les jeunes de quartiers populaires avec lesquels j'ai travaillé en tant qu'éducateur spécialisé pendant plus de dix ans. Une pente savonneuse des savonnettes de shit à vendre, bien plus rapide et apparemment facile que celle de l'école, de l'instruction, de la lecture, de l'apprentissage d'un noble métier manuel... que sais-je ?

Une pente que, jeune éducateur, j'essayais de combattre. Je compris bien vite que c'était ma propre pente que j'avais à gravir, à descendre. De rapprocher le langage éduqué des jésuites à celui des lascars de cité. Que c'était à moi de faire d'abord ce travail pour que le travail puisse avoir lieu et temps. Eux, donc, précaires. Au fil des années, ma simple ritournelle : « *T'es dans la merde, va à l'intérim et accepte n'importe quel boulot...* » Eux, de leurs petits trafics : « *Ouais, mais tu comprends, Joseph...* » Au fil des années, un langage commun s'impose ; plutôt non, s'acquiert. Je les comprends autant qu'ils me comprennent.

La vie a son lot de bonheur.

Je quitte tout et part épouser celle qui m'attend en Bretagne. La vie, la vraie, la mer, l'amour. Mais pas de boulot. Dès lors, la seconde pente. La mienne. Inexorable. Celle vers laquelle je verse en végétant sur le canapé. La lutte avec Pôle emploi, avec la CAF, avec les employeurs qui ne viennent pas, avec mes grandes angoisses. Et, me souvenant des préceptes que je voulais inculquer à mes lascars des cités, cette évidence que je devais me l'imposer, cet intérim. Au départ, devoir tenir, physiquement, moralement. Me battre pour enchaîner des missions d'un ou deux jours, au mieux une semaine. Me satisfaire des maigres 600 euros mensuels. Endurer. Me dire que la pente s'adoucirait un jour.

Et écrire, tous les jours. Pour ne pas glisser dans l'abîme. Être de ces femmes et hommes du travail à l'usine, dont on ne parle jamais. Être digne, me taire, partager leurs souffrances et leurs maigres pauses. Travailler. Plus que tout. Accepter les changements d'horaire parce que ça arrange le patron, les tâches avilissantes, ne pas avoir de repos du fait des rotations incessantes de poste. Devenir « un collaborateur fidèle », comme ils disent à l'intérim.

Puis, ayant fait enfin mes preuves, on me propose la *Rolls* des usines du coin : l'abattoir. Un statut d'intérimaire permanent. Des collègues sont là depuis vingt ans, en intérim, et attendent comme tout le monde la retraite.

Toujours écrire et endurer.

Puis le miracle du livre¹ qui sort et rencontre le succès. Cette fois, c'est moi qui me suis sauvé. Je n'oublierai jamais la cité ni l'usine, ce qu'elles m'ont appris de la précarité humaine qui est aussi la plus grande fraternité, celle des gens de peu. Ce magnifique mot qui permet de surmonter toutes les pentes : la fraternité. ■

ÇA SENT LE BOUC!

par Besse et Éric la Blanche

Pour faire monter l'indignation publique en même temps que les sondages, il existe un outil très pratique:



En réalité, la moitié des chômeurs inscrits ne touche AUCUNE indemnité.



Et la moitié des chômeurs indemnisés touche moins de 950€.



Une autre idée reçue entretenue: Ces glandeurs ne veulent vraiment pas retrouver du travail!



88% des demandeurs contrôlés sont en recherche active d'emploi*.



Le problème, c'est qu'il n'y a pas forcément d'emploi disponible ET adapté. Et que le chômage est souvent très mal vécu.



Bref: c'est suffisamment douloureux pour ne pas en rajouter en transformant les victimes en coupables.





ELLE N'AVAIT PLUS RIEN À MANGER

Depuis que Yacine a lancé le maraîchage biologique dans son village, tous les habitants peuvent se nourrir dignement. Donnons aux plus fragiles le pouvoir d'agir.

#REVOLUTIONFRATERNELLE

FAITES UN DON

secours-catholique.org



 caritasfrance  Secours Catholique-Caritas France

